



Institut de Documentation et de
Recherche sur la Paix

Les cahiers de l'IDRP



Janvier 2016

* *Le Moyen-Orient en ébullition*

par Hisham al Hashimi, Me Maurice Buttin, Jacques Fath, Patrice Jorland,

* *L'Afrique des Grands lacs*

par Pierre-Paul DIKA

* *Guerre et paix en 2016 et dans les
prochaines décennies ?*

par Daniel Durand

Daesh aujourd'hui

**Hisham al Hashimi,
chercheur irakien**

entretien ⁽¹⁾ réalisé par Pierre Barbancey

Mercredi, 16 septembre, 2015 – L'Humanité

Quelle est aujourd'hui la spécificité de Daesh par rapport aux autres groupes armés ?

Hisham al Hashimi : Daesh représente l'apogée de la radicalisation des djihadistes islamistes. Daesh a réuni l'aile takfiriste des Frères musulmans et a fusionné les salafistes djihadistes que l'on connaît depuis une quinzaine d'années. Son action a néanmoins réussi à attirer d'autres groupes comme des anciens bassistes, des nationalistes ou même des personnalités désabusées.

Cette organisation se distingue des autres groupes salafistes par sa méthodologie. Le leadership essaie de s'identifier à Ben Laden. Le niveau intermédiaire à Abdel Kader Abdel Aziz, l'un des dirigeants djihadistes en Egypte. Enfin, la direction sur le terrain même s'identifie au Jordanien Abu Mussab al Zarkawi, le leader d'Al Qaïda en Irak (liquidé par l'aviation américaine fin 2006). Il y a donc trois niveaux qui sont emboutés à l'intérieur de Daesh. Celui-ci a profité énormément de ce qu'on appelle « l'espace mou », c'est-à-dire cette partie fragile de l'Irak où la sécurité fait défaut, la présence de l'État est très contestée, et la population locale, pour des raisons politiques et confessionnelles, se sent marginalisée. En d'autres termes, l'espace qualifié communément de sunnite, où le djihadisme comme d'autres formes de subversion se sont installés, accueillant les mécontents, militaires démobilisés, jeunes laissés pour compte. Dans cet espace mou, Daesh se distingue des autres groupes armés. Il s'installe particulièrement dans les villages et les périphéries des villes sunnites. En plus de sa projection dans ces milieux, Daesh a également mené une série de luttes contre les autres groupes djihadistes. C'est une sorte de mutation par rapport à Al Qaïda classique.

Comment Daesh divise les zones qu'elle occupe ?

Hisham al Hashimi : En Irak et en Syrie, Daesh est guidé par trois objectifs. Réunir autant de richesses que possible, assurer l'allégeance à Baghdadi et sceller des alliances avec les tribus sunnites dans ces deux pays. En réalité, Daesh partage les lieux qu'elle occupe en trois zones géographiques. Une zone rouge, qui est une zone de guerre qu'ils appellent « la maison de la guerre » (dar al harb). En Irak elle va de l'est de Mossoul jusqu'à Falloudjah à l'ouest de Bagdad. La deuxième, proche des zones de guerre, est une zone orange qu'ils appellent

1 Chercheur irakien spécialiste des groupes armés, Hisham al Hashimi a été le collaborateur de plusieurs centres de recherches stratégiques et consultant pour de nombreux États. Il est l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de Daesh. Il décrypte l'organisation, ses structures, ses financements. Nous l'avons rencontré à la Fête de « L'Humanité ».

« l'espace mixte » (al mantaqa al mukhtalata). C'est un arc qui va jusqu'à la frontière syrienne. Enfin, une zone plus éloignée, un peu plus sécurisée, « la zone verte » (al mantaqa al khadhra). C'est Raqqa, Mossoul et Deir Ezzor.

Dans les zones rouges, les décisions sont toutes entières entre les mains du commandement militaire. Aucune autre commission n'y est associée. Le chef militaire décide de tout. Dans les zones orange, le commandement revient au chef de la sécurité et non pas au chef militaire. Dans la zone verte c'est un quasi-État islamiste. Il y a une administration civile, une justice, une administration économique. À cheval sur l'Irak et la Syrie. Du 8 avril 2013 au 22 septembre 2014, la stratégie d'Abou Baker Al Baghdadi a évolué en trois étapes. La première est la déclaration du Califat. C'est très important sur le plan politique et symbolique. Ensuite il a commencé à avoir l'autosuffisance économique. Puis il a réuni, dans l'espace qu'il contrôle, l'équivalent de 7 divisions (une division comprend de 10 000 à 15 000 hommes, NDLR). Aujourd'hui, l'équivalent militaire de Daesh est le double de l'armée jordanienne. C'est l'équivalent de 8 milliards de dollars. Daesh possède 72 tanks, 124 véhicules blindés, 3200 hommes, 4000 véhicules militaires divers, 42 missiles hawacs et une réserve de matériel militaire pouvant équiper quatre divisions d'infanterie et deux divisions de forces spéciales et une division mécanique blindée. Il n'y a aucune différence avec une armée régulière sauf le manque d'aviation.

Et les armes chimiques ?

Hisham al Hashimi : Daesh essaie d'en posséder. Elle a réussi à développer une matière chimique dans les laboratoires de l'université de Mossoul. Cela n'a rien à avoir avec ce que l'on connaît. Ce n'est pas du gaz sarin, ce n'est pas non plus du gaz moutarde. Ils utilisent beaucoup le chlore, mais en réalité on ne sait pas encore quels autres matériaux ils utilisent. Ils les ont testés dans six endroits, notamment à Mossoul, à Kobané, à Zemar près d'Erbil, et dans la région de Falloudjah. Quatre fois en Irak, deux fois en Syrie. Jusqu'à maintenant les spécialistes n'ont pas encore déterminé de quoi il s'agissait mais cela semble assez proche du gaz moutarde. Le dossier chimique est une priorité pour Daesh. Beaucoup d'argent a été dépensé dans ce domaine. Le responsable de ce dossier est un Égyptien qui a fait des études de chimie. Il s'appelle Abou Malek al Masri. Il est bien sûr secondé par un ancien de Saddam Hussein, qui est Bachar al Sabahwi. Ce dernier était déjà engagé dans la production d'armes chimiques sous Saddam. Le rêve de Daesh est de posséder l'arme chimique. Ce n'est pas encore tout à fait le cas.

Sur quel modèle se sont-ils appuyés pour construire cette organisation ?

Hisham al Hashimi : Le 29 juin 2014, al Baghdadi a opéré une rupture en créant une structure qui n'existait pas auparavant. Le calife possède des adjoints responsables des dossiers internationaux : Nigéria, Tunisie, Tchétchénie, Egypte, Malaisie... Ils se projettent ainsi à l'échelle internationale. Ils forment le Conseil de l'émirat, qui a formellement le pouvoir d'écarter Baghdadi et de le remplacer. Avec le Majles al Choura (qui comprend neuf membres), ils forment le Conseil de résolution des problèmes. Mais le Conseil de Choura n'est que consultatif. Il peut proposer un Calife alternatif. Pour en être membre il faut un passé djihadiste, une constance dans son combat et il faut que d'autres djihadistes distingués puissent témoigner de cette sincérité.

Prenons l'exemple de l'Irak. L'adjoint de Baghdadi concernant l'Irak est Mustafa Abdel Rahman al Askeri. Il gère toute la question des gouverneurs qui sont mis en place par Daesh. Il intervient également au niveau militaire. Le conseil militaire est constitué des chefs militaires de chaque province. Troisième Conseil important, celui de la sécurité et des interrogatoires. Mais il y a aussi des Conseils pour la justice et la jurisprudence islamique, celui de la gestion, de l'éducation, de la santé. Dans la zone verte, il y a une police des mœurs. Toutes ces appellations concernent la zone verte ; dans les zones orange et rouge, elles changent en fonction du terrain.

Tout se décline donc à partir du Calife qui délègue ?

Hisham al Hashimi : Exactement. Prenons le conseil militaire. Al Baghdadi l'a confié à des anciens militaires de l'époque de Saddam. Mais bien sûr leur intégration dépend de leur allégeance, de leur foi salafite. La plupart des militaires de Saddam sont dans ce cas et ce n'est pas récent. Leur certificat d'admission est d'avoir été enfermé à la prison américaine de Bucca près de Bassora (toute la direction de Daesh en sort). Le conseil militaire est composé de 13 membres. Il a 5 fonctions principales : la planification de la guerre, le stockage et le transport des armes, l'entraînement de groupes spéciaux, le transport de troupes et enfin le butin de guerre.

Sur la sécurité et la sûreté. Ce dossier est certainement le plus important pour Daesh, en Irak et en Syrie. Là aussi 50 % des membres sont issus des services de renseignements et des renseignements militaires de Saddam. Mais ils n'en ont pas la direction. Le pouvoir de décision est entre les mains de Baghdadi lui-même, de ses proches, et de ceux qui sont ses amis depuis longtemps. Il s'agit de réunir les informations et les renseignements, surveiller tout le personnel de Daesh, ils ont la responsabilité des arrestations y compris à l'intérieur de l'organisation. Ils approuvent également la confiance qu'on apporte à quelqu'un. Ce sont les soldats du Calife (jund al khalifa). Dès qu'ils arrivent, la peur s'installe autour d'eux. A un moment donné ce dossier était dirigé par le frère de Baghdadi, Jumaa. Ce dernier était aussi responsable des déplacements de Baghdadi, des rendez-vous, des kidnappings politiques, des rançons et de la prison spéciale.

Quant au dossier de gestion du « personnel », il est géré de façon assez classique. Le budget de fonctionnement annuel (du 29 juin au 30 mars) pour la zone verte en Irak et en Syrie s'élève à 800 millions de dollars. Pour la zone orange, le budget dépasse les 100 millions de dollars. Pour la zone rouge ce budget dépasse les 200 millions de dollars. Il y a très peu de détournement et de vols.

Pour les dépenses et les investissements, il y a les impôts religieux, les dons, le pétrole mais aussi la vente d'organes lorsqu'ils décapitent les gens, le trafic d'objets archéologiques, les rançons ainsi que les stupéfiants qu'ils produisent. Les responsables suivent également les investissements de Daesh dans les pays étrangers. Ils sont dans au moins quatre pays : le Liban, la Turquie, la Malaisie et l'Indonésie. Une bonne partie du blanchiment se fait au Liban et à Chypre. Le Liban a été averti plusieurs fois par les Nations unies, mais ça continue.

Est-ce que les revers militaires subis, notamment à Kobané, ont eu un impact sur Daesh ?

Hisham al Hashimi : Pour Daesh, Kobané a été une aventure. Sur le plan stratégique cela n'a pas beaucoup de signification. Mais Daesh voulait surtout impliquer la Turquie dans la guerre.

Elle a échoué à Kobané et a perdu plus de 1000 combattants selon leurs propres chiffres. Mais Daesh peut remplacer ce qu'il a perdu. Ses effectifs augmentent, ils ne baissent pas. Les États-Unis, l'armée irakienne, syrienne et les autres groupes hostiles ont éliminé 15 000 combattants de Daesh en un an. Mais dans le même temps le double a rejoint ses rangs. En juin 2014, ils étaient 32 000 en Irak et en Syrie. Aujourd'hui ils sont presque 120 000 (les estimations américaines officielles tournent autour de 100 000).

Quelle est la signification de l'utilisation des réseaux sociaux comme le fait Daesh ?

Hisham al Hashimi : Le dossier de la communication est directement rattaché à Baghdadi en personne. Le Comité central des médias, est constitué de cinq membres, trois Saoudiens et deux Irakiens. Ceux qui participent à la production technique viennent, pour la plupart, d'Europe. Il y a bien sûr des organes et des agences qui aident ce Comité ou qui accompagnent les combattants sur le terrain pour filmer. Enfin, il y a l'utilisation de Facebook et surtout celle très active de Tweeter, Instagram et Youtube. Ils ont 46 000 abonnés Tweeter et sont présents dans 108 États. Entre 35 et 40 % de ces abonnés sont des femmes.

Comment juger le comportement de la Turquie face à Daesh ?

Hisham al Hashimi : La Turquie ferme les yeux sur Daesh. Pour elle un éventuel État kurde est plus dangereux que Daesh. Les services turcs savent que les cellules dormantes, dans le sud-est de la Turquie et dans les faubourgs d'Istanbul a dépassé les 3000 personnes. Daesh a investi beaucoup d'argent à l'intérieur de la Turquie. La famille directe de Baghdadi a été accueillie par la Turquie qui a fourni des cartes de séjour. Il y a trop d'intérêts en commun et chacun évite la confrontation avec l'autre. Pour la Turquie, la priorité est d'empêcher la création d'un État kurde et de faire tomber Bachar al Assad. Elle a aussi peur de se confronter à Daesh. Encore aujourd'hui, des groupes passent en Syrie à partir de la Turquie pour rejoindre le djihad, même si le nombre a considérablement baissé.

Comment combattre Daesh ?

Hisham al Hashimi : Pour l'Irak il est possible d'éradiquer Daesh. Pour la Syrie ce sera plus compliqué. Sur tous les plans, économique, militaire mais aussi sur le terrain. Et même en Irak ça prendra beaucoup de temps. Le problème est le conflit politique en Irak qui retarde l'éradication de Daesh. Il s'emboîte avec les conflits ethniques et confessionnels. Et puis, il y a une volonté régionale et internationale d'empêcher l'Irak de gagner définitivement contre Daesh. L'organisation de Baghdadi contrôle maintenant 80 % du pétrole syrien, peut-être entre 7 et 10 % du pétrole irakien. Il occupe un espace agricole très productif, les terrains les plus fertiles entre l'Irak et la Syrie. 5 à 7 millions de personnes dépendent de son administration. Avec la durée, certains commencent à y croire ou se disent que c'est imposé de facto. C'est devenu un phénomène social.

En Palestine, la jeunesse sonne la révolte ! (2)

**Me Maurice Buttin, avocat honoraire.
Président du Comité de Vigilance
pour une Paix Réelle au Proche-Orient**

D'aucuns ont évoqué le début d'une « troisième Intifada ». Nous n'en sommes pas encore là. Mais la situation est de plus en plus tendue, tant en Palestine occupée – tout particulièrement à Jérusalem-Est - qu'en Israël même. La RCJ (2), relayant les médias israéliens, évoque un climat de « terreur » dans laquelle vit le peuple israélien juif apeuré !

Une nouvelle génération palestinienne s'est soulevée. Elle ne peut plus supporter comme une routine des décennies d'occupation de son pays, d'expropriation, d'oppression, d'humiliation quotidienne, de discriminations, de nettoyage ethnique, d'apartheid, de violation des droits de l'Homme et du droit international, de crimes de guerre et contre l'humanité, dans lesquelles elle vit depuis sa naissance. Les « Accords d'Oslo », c'est bel et bien fini, et depuis longtemps. Désespérés, les « orphelins d'Oslo », comme les appelle Piot Somar dans *Le Monde* du 11 octobre, sont prêts à se sacrifier, à agir quel qu'en soit immanquablement le prix. Ce soulèvement se paye. C'est une jeunesse qu'on assassine impunément.

Depuis la mi-septembre, on assiste d'un côté, à une série d'attaques, à l'arme blanche, couteau, voire tournevis, ou à la voiture bélier, commises par de jeunes, voire de très jeunes Palestiniens isolés - appelés terroristes, quel que soit leur âge - contre des soldats israéliens ou des civils. Certains observateurs ont, à l'occasion, fait état d'une « Intifada des couteaux » ! Mais, combien de jeunes, dits « terroristes », ont été « abattus », sous le prétexte qu'ils avaient « sorti un couteau pour commettre un attentat », alors qu'ils n'en disposaient pas. Ces faits sont rapportés par Euro-Med (l'Observatoire méditerranéen des droits de l'homme), les abus d'Israël étant désormais filmés par les « journalistes citoyens ».

De l'autre, à des confrontations quotidiennes - dont les médias parlent beaucoup moins - dans des zones telles que Hébron, Bethléem, Ramallah et Qalqilia, sans omettre la bande de Gaza, entre des jeunes Palestiniens, le visage masqué par un tee-shirt ou un foulard, armés de lance-pierres et de cocktails Molotov et des soldats israéliens lourdement armés. Les salves de bombes lacrymogènes utilisées sont parfois meurtrières. Les soldats tirent, eux, à balles en acier recouvertes de caoutchouc, ou désormais, le plus souvent, à balles réelles ! Des snipers même interviennent lors de simples manifestations non-violentes ! On assiste aussi à des agressions de colons de plus en plus violentes.

Les violences se sont surtout concentrées dans Jérusalem-Est et dans la région d'Hébron, où quatre cents colons vivent toujours dans la vieille ville, protégés par 1500 soldats. Mais elles apparaissent aussi en Israël même. Désormais en Cisjordanie, à Jérusalem, à Gaza et dans l'État d'Israël, le peuple palestinien éprouve la même angoisse, les mêmes souffrances et la même solitude face au silence des dirigeants occidentaux et n'hésitons pas à le dénoncer, des dirigeants des États arabes, forts pour faire des déclarations, mais peu disposés à aider les Palestiniens de quelque façon concrète.

2 Article écrit le 10 décembre 2015

3

Fait marquant, pour la première fois des jeunes filles se joignent aux garçons pour lancer des pierres aux soldats israéliens ou manier du couteau. La tête recouverte d'un keffieh, remonté sur le nez, ces jeunes Palestiniennes crient leur ras-le-bol de l'occupation. L'une d'elle raconte : « *Les garçons nous empêchent de nous approcher des soldats israéliens de peur que nous soyons blessés, mais nous n'avons pas peur* ».

« *Tant qu'il s'agit de risquer sa vie pour le pays personne n'empêche les filles de s'impliquer, même les partis islamistes* » déclare Hanan Ashraoui - enseignante universitaire, membre du Conseil législatif palestinien - à Mélinée Le Priol, journaliste de *La Croix*. « *Mais pour les postes clés et les grandes décisions, les hommes conservent le pouvoir. J'espère que ces jeunes femmes sauront transformer leur mobilisation en action politique* ».

La panique est telle chez les Israéliens qu'on a vu un demandeur d'asile érythréen, pris pour un auteur d'attentat, lynché à mort par des civils israéliens déchaînés ! Le journal *Maariv*, de Tel Aviv ⁽⁴⁾ évoque une dynamique de la haine aujourd'hui à l'œuvre en Israël : « *Quel est le rapport avec tous ces Juifs qui se poignent les uns les autres, simplement en raison de leur physique (oriental), qui les fait prendre pour des Arabes ? Quel rapport ? La conspiration du silence. La rupture du lien social. Le déni. Le soupçon. La haine. (...). Depuis le début du mois d'octobre, les incitations au meurtre raciste et les incitations au meurtre contre les Arabes et les gauchistes ont explosé sur Internet (...) Les militants du Tag Mehir ou de Lehava - groupes extrémistes nationalistes religieux - sont la preuve que nous n'avons plus à faire à du terrorisme individuel, mais à des organisations à la symbolique fasciste et à l'idéologie raciste. Le temps nous est compté.* »

Il faut dire que la ministre de la Justice, Ayelet Shaked, le 1^{er} juillet, peu avant que le jeune palestinien de Jérusalem soit enlevé et brûlé vif, n'avait pas hésité à proclamer : « *La totalité du peuple palestinien est l'ennemi* » et avait appelé à sa destruction « *y compris les vieillards et les femmes, ses villes et ses villages, ses propriétés et ses infrastructures* ».

La réaction de l'État israélien

Face à la résistance désespérée de la jeunesse, le gouvernement a réagi avec une extrême violence. L'armée a multiplié les meurtres de jeunes « jouant » du couteau, ou supposés allant « jouer » du couteau. Elle a « *tiré pour tuer* », selon les associations israéliennes elles-mêmes, pour réprimer les manifestations dans la région d'Hébron. Elle a construit des barrages, dits temporaires, dans les quartiers palestiniens de Jérusalem-Est ou autour d'Hébron. Elle a effectué des contrôles d'identité de plus en plus stricts. Elle a décidé de retirer leur carte d'identité aux auteurs d'attentats - quand ils sont laissés en vie - et à tous les membres de leur famille ; elle a procédé à des centaines d'attestations... Comme pendant les trois guerres successives menées contre les Gazaouis - dont la dernière en août 2014 a fait plus de 2400 morts et des centaines de blessés - l'État israélien peut bien être qualifié d'État terroriste.

Ainsi, sous le prétexte de sa sacro-sainte « sécurité » et de la lutte contre les « terroristes » - tout Palestinien est a priori un « terroriste » en puissance ! - l'État israélien met en œuvre des moyens militaires considérables contre le peuple palestinien, relayés par les colons extrémistes. Chaque jour apporte son lot de victimes, en particulier parmi les jeunes

4 Extraits du Courrier International du 12 ou 18 novembre 2015.

Palestiniens. À l'heure où j'écris ces lignes, nous en sommes à plus de 120 morts - dont de nombreux enfants de moins de 16 ans et des femmes - ; 12000 blessés, dont 3600 par balles (« réelles » dans un grand nombre de cas). Plus de 1700 Palestiniens ont été arrêtés, après des fouilles et des perquisitions, - à « l'heure du laitier » - de leur maison, très souvent musclées ! Cas le plus atroce : un Palestinien exécuté sommairement dans un hôpital !

« *Sur le plan offensif, nous allons partout, a assuré le Premier ministre. Nous entrons dans les villages, dans les communautés et les maisons, et nous conduisons des arrestations très répandues. Il n'y a aucune restriction aux actions des forces armées et des forces de sécurité* ».

Benyamin Netanyahou a annoncé la fouille « *de tous les véhicules palestiniens sur les routes principales* », la multiplication des routes de contournement en Cisjordanie, pour éviter les points de friction habituels, et la révocation des permis de travail pour les familles des « terroristes ».

De leur côté, il faut le noter, les Israéliens ont eu près de 20 morts et de nombreux blessés, par des coups de couteau de jeunes Palestiniens, ou par des attaques à la voiture bélier. Retenons ici qu'un Israélien tué, c'est un Israélien « assassiné, » mais qu'un Palestinien tué, c'est un Palestinien « abattu », selon l'expression des médias locaux, reprise en France par la R.J.C. – abattu comme une bête sauvage donc !

De passage à Jérusalem le 24 novembre, le secrétaire d'État étasunien John Kerry y est allé de son petit couplet : « *Personne ne devrait avoir à vivre au quotidien avec la violence, les attentats dans la rue, commis à l'aide de couteaux ou de voitures (...). J'exprime ici une condamnation totale de tout acte de terrorisme qui coûte la vie à des innocents* ». Pas la moindre critique à l'encontre de l'État d'Israël pour la manière dont les jeunes Palestiniens sont victimes d'exécutions sommaires, extra judiciaires ; pas plus, bien sûr, que pour la poursuite depuis 1967 de l'occupation de la Palestine.

Après la mort de ces jeunes Palestiniens, la sanction est immédiate : c'est la destruction au bulldozer de leur maison familiale, ce qui transforme en victimes des innocents. Au surplus, les corps des « martyrs » sont retenus par les autorités israéliennes au grand dam de ces familles, au motif d'éviter les affrontements qui pourraient suivre les funérailles. En fait, on assiste là à une véritable double punition collective.

Combien de temps cette violence va-t-elle continuer ? Combien de temps les gens vont-ils souffrir de la perte de membres de leur famille, d'amis et de maisons ? Combien de temps le peuple palestinien va-t-il continuer à subir ces punitions collectives ? Ces destructions de maisons ? Ces incendies de mosquées ou d'églises ? Ces arrachages d'oliviers et autres arbres fruitiers ? Ces interdits de circulation ? Ces arrêts des heures entières aux checkpoints ?

Autre sanction encore : La fermeture de stations de radio palestiniennes. L'armée israélienne a fermé, dans la nuit du 28 au 29 novembre, une troisième station en un mois à Hébron, en l'accusant « *d'encourager le terrorisme contre les civils et les forces de sécurité israéliens* » ! Le matériel de cette station a été confisqué, comme celui de deux autres stations privées auparavant.

L'armée israélienne a aussi bombardé à nouveau la bande de Gaza, à plusieurs reprises en novembre et décembre, en réaction à des tirs de roquettes.

La question essentielle : l'occupation de la Palestine !

On observe donc, aujourd'hui, un développement encore plus actif de la résistance populaire non violente en Palestine occupée, et à des gestes désespérés de certains jeunes. Qu'elle en est la raison ou, plutôt, quelles en sont les raisons ?

L'échec total des « Accords d'Oslo », et des vingt-deux années de négociations - de « processus de paix » - qui ont suivi, toujours bloquées par le gouvernement israélien. Elles ont eu pour seul résultat, l'expansion sans fin des colonies ; l'annexion, de facto, de la moitié des 22 % de la Palestine mandataire, laissés aux Palestiniens après les armistices de 1949 et réclamés par eux lors de la proclamation de leur État le 15 novembre 1988.

Une autre raison est la violence accrue des colons, protégés par l'armée israélienne et jamais condamnés en cas d'attaques criminelles de leur part. À ce sujet, on peut relever en juillet 2014, l'enlèvement d'un jeune palestinien, brûlé vif par la suite par des colons, et, le 30 juillet 2015, le cas de cocktails Molotov jetés dans une maison palestinienne par des colons, brûlant vif un bébé âgé de 18 mois, ses parents devant décéder peu après à l'hôpital des suites de leurs blessures. Les colons ont attaqué plusieurs villages palestiniens, mettant le feu aux oliviers, lançant des pierres sur les maisons, les dévastant, fracassant les voitures

Autre raison, point très noir, les tentatives de certains dirigeants israéliens, voire de membres du cabinet du Premier ministre, de remettre en question le *statu quo* négocié en 1967 par Moshe Dayan et le roi Hussein de Jordanie sur la gestion de l'esplanade des Mosquées, le *Haram El-Sharif*; la violation de cette esplanade par de jeunes colons israéliens agressifs ; les parades provocantes de députés et ministres israéliens ; l'intervention violente de la police sur l'esplanade, voire dans la Mosquée même d'Al-Aqsa, contre de jeunes musulmans ; la persistance d'interdire son accès à la jeunesse palestinienne et pas seulement à elle...

Sait-on que si les Israéliens juifs et les juifs du monde entier, comme les chrétiens du monde entier aussi, peuvent aller prier sur leurs lieux Saints, ceux-ci sont interdits à la grande majorité des musulmans et des chrétiens demeurant en Palestine occupée, cela depuis mars 1993 !

Finalement, « *la source de toutes les violences* », comme l'a répété cent fois Mgr. Sabbah, patriarche latin émérite de Jérusalem, « *c'est l'occupation de la Palestine* ».

À ce sujet, le Docteur Mustafa Barghouti, Secrétaire générale de l'Initiative Nationale Palestinienne, membre du Conseil Législatif Palestinien, déclare également : « *Le soulèvement de la jeunesse palestinienne résulte d'une accumulation de facteurs qui ont tous une seule origine : l'occupation de la Palestine qui dure depuis 48 ans, la plus longue de l'histoire moderne. Ce qui se passe aujourd'hui n'a rien de religieux.*

On nous a promis une solution qui n'a jamais été réalisée. Les Palestiniens ont été forcés d'accepter un douloureux compromis - un État constitué de moins de la moitié du territoire qui leur fut promis par l'ONU. Les leaders ont signé les « Accords d'Oslo », mais les Palestiniens n'en obtinrent que plus de colonies, d'oppression et plus d'atteinte à leur dignité. La jeune génération palestinienne ne voit aucun avenir pour elle. Le taux de chômage pour des jeunes diplômés est de plus de 60 % ».

L'originalité du mouvement des jeunes Palestiniens

Il fait ici noter que, contrairement aux deux Intifadas de 1987 et de l'an 2000, les jeunes Palestiniens n'ont suivi et ne suivent aucune directive d'aucune sorte, ne se revendiquent d'aucune appartenance politique, Fatah ou même Hamas. Il s'agit d'initiatives individuelles et spontanées. La reconquête de la dignité perdue. Mais à quel prix ! Sans doute y a-t-il des leaders ou de futurs leaders parmi eux - s'ils ne sont pas « abattus » avant ? - mais ils n'apparaissent pas au grand jour aujourd'hui.

Le Premier ministre israélien a accusé Mahmoud Abbas, d'inspirer ces jeunes. Un mensonge de plus ! C'est la politique même de Netanyahu qui cherche à mettre le feu partout pour réprimer par la suite la révolte. Le président de l'Autorité palestinienne, bien au contraire fait tout, avec ses services de sécurité, pour, disent ses amis - sans doute à juste raison - « protéger son peuple, conscient du déséquilibre entre les soldats israéliens surarmés, autorisés à tuer, et les jeunes résistants palestiniens ». L'armée israélienne et le Shin Bet ont d'ailleurs rapporté que, malgré le discours d'Abbas fin septembre à l'ONU, où il menaçait de se retirer des accords avec Israël, la coopération entre les forces de sécurité israéliennes et palestiniennes s'est poursuivie en Cisjordanie.

Mais les appels au calme du Président palestinien n'ont pas eu grand effet. Son crédit est épuisé auprès de la jeunesse. Il faut dire que pour remercier les Palestiniens de la meilleure sécurité fournie, ils ont subi davantage d'occupation et de colonisation ! Les appels à la lutte de membres du Hamas, qui essayent de récupérer un mouvement qui leur échappe, ne sont pas plus suivis : « *Le Hamas a plutôt tendance à courir après la jeunesse qu'à l'entraîner* » écrit Julien Salingue.

L'ancien directeur de Shin Bet - le service de sécurité intérieur israélien – Ami Ayalon, dans un récent éditorial à plusieurs, a écrit lui-même : « *Les Israéliens auront de la sécurité lorsque les Palestiniens auront de l'espoir* ».

La stratégie du Président palestinien

Après Yasser Arafat, Mahmoud Abbas a joué et joue la stratégie de libération à travers la diplomatie, en utilisant la communauté internationale. Il sait que plus de 130 États soutiennent aujourd'hui l'État de Palestine à l'ONU. Il a obtenu l'adhésion du pays, à part entière à l'UNESCO en octobre 2011 ; l'entrée du pays comme « observateur » à l'ONU en novembre 2012 ; cette année, la levée du drapeau palestinien au côté de tous les drapeaux des États membres de l'ONU...

« *Avec des trésors de patience, écrit Uri Avnery (5), Mahmoud Abbas accumule lentement des points aux Nations Unies. (...) Il cherche à gagner du temps. (...) Les Israéliens sont impatients par nature, les Arabes sont patients au mal. Les Arabes admirent le chameau, un animal d'une patience infinie. Les Arabes ont une très longue histoire, alors que les Israéliens n'en ont quasiment pas* ».

Mais, cela dit, sur le terrain, la situation n'a fait qu'empirer. Pour le commun des mortels palestinien toutes ces avancées n'ont en rien modifié son vécu quotidien sous occupation. Mieux le temps gagné par Israël lui a permis de développer les colonies, d'encercler un peu plus les grandes villes palestiniennes, de couper la Cisjordanie en deux. De mettre fin de facto à toute idée des « deux États », à l'échange de « *la paix contre la terre* ».

La communauté internationale ne réagit pas pour autant. Elle est incontestablement complice

5 Dans son blog du 10 octobre 2015.

du drame vécu par le peuple palestinien depuis plus de quarante-huit ans. Comment expliquer aux jeunes Palestiniens la politique des « deux poids, deux mesures » de l'Occident ? Ainsi, on constate qu'il n'y a quasi aucune sanction contre l'État d'Israël, qui bénéficie d'une totale impunité, alors que l'UE a prolongé de six mois ses sanctions économiques contre la Russie accusée de manipuler les séparatistes du Donbass en Ukraine !

Et pourtant les Occidentaux devraient comprendre qu'aider les Palestiniens et imposer aux Israéliens de faire la paix par la justice, c'est éviter le suicide de l'État d'Israël dans le long terme.

Pour terminer cet article, j'aborderai trois questions concernant Israël.

L'étiquetage des produits des colonies

C'est le 11 novembre 2015 que la Commission européenne a décidé « *l'étiquetage des produits originaires des colonies israéliennes implantées dans les territoires occupés par Israël depuis 1967* », dans la Palestine et le Golan occupés donc. Cette application du droit international - enfin ! - n'est pas propre à l'UE. La Grande-Bretagne, par exemple, procédait à cet étiquetage depuis 2009.

Il est dit à ce sujet que les marchandises en provenance des colonies représentent « moins de 1 % » du total des échanges commerciaux entre l'UE et Israël. Ce n'est pas exact. L'économie israélienne n'est pas divisée par l'ex « ligne verte ». Les banques, les compagnies téléphoniques, les chaînes des supermarchés sont les mêmes de part et d'autre.

Déjà en 2004, Israël avait été dans l'obligation de signer un accord, qui excluait les produits en provenance de ces territoires occupés des tarifs douaniers préférentiels, dont il bénéficie de la part de l'UE.

En 2013 encore, l'UE a appliqué le même principe au financement accordé à des universités israéliennes dans le cadre du programme de recherche « *Horizon 2000* », dont Israël est partie prenante. 500 millions d'euros de financement était en jeu... Le gouvernement israélien a dû s'incliner : il s'est engagé à ne pas utiliser ces fonds dans les territoires occupés.

A priori, la dernière décision devrait avoir un impact sur le processus de paix – du moins le croit-on à Bruxelles. En tout état de cause, elle marque concrètement la reconnaissance par l'UE des frontières de 1967. On peut penser aussi qu'elle va encourager le mouvement B.D.S. (*Boycott - Désinvestissement - Sanctions*) lancé le 9 juillet 2005, aux sociétés civiles internationales et aux gens de conscience du monde entier, par un appel de 172 partis, organisations et syndicats représentant la société civile palestinienne, pour faire respecter par Israël le droit international qu'il ignore superbement.

Notons-le ici : la France est le seul pays au monde où l'appel au boycott est illégal – selon un arrêt récent de la Cour de Cassation.

Mais sur le plan international la mobilisation est en marche. Il n'y a pas un mois où nous n'apprenons que tel syndicat ; que telle université, que telle Société a décidé d'appliquer le boycott. Cela devient à ce point inquiétant pour Israël qu'une centaine d'hommes d'affaires israéliens ont publié une lettre dans un journal local, en janvier 2014, pour attirer l'attention du gouvernement, à la suite d'une série de désinvestissements de la part de banques européennes, de fonds de pension, mais aussi de ruptures de contrats, de marchés publics, de nouveaux investissements. L'African National Congress (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud, a même appelé à un boycott total avec Israël, sur tous les plans économiques, culturels,

académiques, touristiques.

Il est certain que pour en arriver au choix politique envisagé - le retour au processus de paix ? - la décision de l'UE aurait été beaucoup plus efficace si elle avait envisagé une interdiction pure et simple d'importation des produits des colonies, ce qui aurait été plus logique puisque produits dans des territoires occupés.

Quoi qu'il en soit, à la simple mesure prise, Benyamin Netanyahou a immédiatement répondu en suspendant les contacts diplomatiques avec l'UE sur le conflit israélo-palestinien ! (Sans pour autant aller jusqu'à supprimer les contacts avec les responsables nationaux représentant les États membres de l'UE...). Il l'a fait en des termes proprement scandaleux : « *L'étiquetage des produits de l'État juif par l'UE. réveille de sombres souvenirs* ». Il a choisi ces mots pour que le sous-entendu soit clair : l'étiquetage est mis sur le même plan que l'étoile jaune cousue sur les vêtements des juifs dans les années 1940 !

L'interdiction de la branche nord du Mouvement islamique

À celle-ci s'ajoute, fin novembre, l'arrestation de son leader, le cheikh Raed Salah. Il s'agit là d'une grave décision prise par le gouvernement israélien. Ce mouvement dispose, en effet, d'un important réseau de bienfaisance et de protection sociale. C'est une attaque directe contre la communauté palestinienne en Israël. Jusque-là la répression avait été dirigée contre des individus, ainsi l'éviction du leader intellectuel, Azmi Bishara ou l'arrestation d'activistes. Aujourd'hui, c'est un premier parti politique qui est interdit. À qui le tour demain ?

Sans doute, pareille décision - la « guerre contre le terrorisme », contre l'État islamique voisin, légitime toutes les décisions pense Netanyahou - est, en fait, une réponse à la formation lors des dernières élections d'une liste unifiée par les Palestiniens d'Israël, appuyés par certaines forces juives.

La découverte de pétrole dans le Golan

Profitant de la situation pour le moins cahoteuse du pouvoir syrien - notre pays, voici encore quelques semaines, persistait à exiger le départ du président Bachar Al-Assad - le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, a demandé, fin novembre, à Barak Obama sa bénédiction, a posteriori, pour l'annexion, en décembre 1981, du plateau du Golan occupé en juin 1967...

Cette demande faisait tout simplement suite à la découverte par une filiale israélienne de la Société pétrolière étasunienne *Genie Energy* d'importantes réserves de pétrole dans le Golan (« potentiellement des milliards de barils »)...

Cette découverte devrait, selon le droit international - violé par Israël par l'annexion -, revenir à la Syrie. D'où la requête de Netanyahou. Le président étasunien ne lui a pas répondu. Un membre de la Maison-Blanche, confirmant le fait, a ajouté : « *Il était difficile de déterminer si Netanyahou parlait sérieusement* ».

L'ONG palestinienne de défense des droits de l'Homme Al-Haq a publié début décembre un rapport révélant la fermeture systématique et forcée de Gaza dans le but de protéger les intérêts des compagnies gazières israéliennes et américains.

En guise de conclusion,

je prendrai des extraits de la déclaration *Kairos Palestine* ⁽⁶⁾ à l'occasion de la Journée Internationale de Solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre 2015 :

« Depuis mi-septembre ; nous avons été l'objet d'une violence exceptionnelle, massive, de la part des forces israéliennes d'occupation et des colons israéliens. (...).

« Nous pleurons toutes les victimes innocentes de ces dernières semaines. La résistance est un droit et un devoir pour les Chrétiens et pour tous les Palestiniens. Nous apportons clairement notre soutien à ce droit de résister à l'occupation ininterrompue et aux agressions des gouvernements israéliens successifs et nous appelons ici à une résistance dans la logique de l'amour. (...).

« Il n'y aura pas de paix juste sans la fin de l'occupation israélienne.

« Il n'y aura pas de paix juste sans arrêt des démolitions de maisons.

« Il n'y aura pas de paix juste sans la fin du blocus de Gaza.

« Il n'y aura pas... sans la libération des prisonniers innocents.

« Il n'y aura pas, sans l'arrêt et la condamnation des tueries.

« Il n'y aura pas... sans une vie de dignité pour TOUT le monde.

6 Le patriarche émérite latin de Jérusalem, Michel Sabbah, l'évêque luthérien de Jérusalem Munib Younan, l'archevêque orthodoxe grec de Jérusalem Théodosios Atallah Hanna de Sebastia, et 13 autres théologiens des diverses Églises chrétiennes de Palestine ont signé en décembre 2009 un document important intitulé « *Kairos Palestine* ». À travers ce document, ils interpellent les responsables politiques des sociétés palestinienne et israélienne, les chefs religieux juifs et musulmans, la communauté internationale et leurs « frères et sœurs dans nos Églises » dans le monde sur la nécessité urgente d'une paix accompagnée de justice en Israël et Palestine.

Syrie, trois conditions pour une solution politique.

Jacques Fath
auteur de « Penser l'après...Essai sur la guerre,
la sécurité internationale, la puissance et la paix
dans le nouvel état du monde », Les éditions Arcane 17, 2015.

Le texte qui suit a été écrit au mois d'octobre 2015, avant les terribles attentats de Paris et Saint-Denis de novembre. Il ne peut donc intégrer ni les effets psychologiques et humains considérables de cette attaque terroriste inédite par son ampleur et sa portée en France, ni les conséquences politiques et militaires importantes qui ont suivi. Il garde cependant toute sa pertinence comme travail de réflexion de fond sur les causes de la crise syrienne, sur ses dimensions stratégiques globales et sur les orientations nécessaires pour commencer à dessiner un chemin d'issue possible. Le choix de bâtir une grande coalition internationale, y compris avec la Russie et l'Iran, et d'un retour à l'ONU montre des évolutions sensibles et traduit l'impasse évidente et néfaste des politiques de puissance. Ce texte conserve tout son intérêt parce qu'il constitue une approche critique et prend un recul indispensable par rapport au discours politico-médiatique général. Avec quelques petites modifications cosmétiques, il était donc utile de le rééditer dans cette publication de l'IDRP.

Avec l'intervention de la Russie, la crise syrienne est entrée dans une nouvelle phase. Les évolutions les plus récentes montrent qu'il s'agit bien d'une crise stratégique globale. Et si l'on veut bien réfléchir à ses causes réelles on constate aisément que la problématique n'est pas seulement syrienne mais plus globalement arabe.

Une crise de tout le monde arabe.

Les conséquences immédiates de la confrontation donnent une idée du caractère exceptionnel de cette crise : 240 000 victimes ; 11 millions de réfugiés et déplacés (soit environ la moitié de la population du pays), des centaines de milliers de personnes qui forcent le passage des frontières pour obtenir un droit d'asile dans quelques pays de l'Union européenne...

Les plus grandes puissances mondiales, des dizaines d'États, un bras de fer d'alliances politico-militaires contradictoires, une confrontation à l'arme lourde avec des blindés, des engagements aériens et maritimes. On s'est rapproché sensiblement des formes d'une vraie guerre même si l'asymétrie des forces et des moyens subsiste.

Dans un contexte aussi préoccupant, de lourdes questions se posent : jusqu'où l'extension de l'islamisme politique djihadiste et terroriste pourra-t-elle se prolonger ? Pourquoi une telle carence d'alternative ? Pourquoi une telle polarisation dans l'extrémisme, la violence et la cruauté ? Comment trouver une issue dans cette impasse tragique ? Faut-il aller chercher les causes dans ce que Pascal Bruckner appelle « une guerre impitoyable au sein de la civilisation islamique entre chiites et sunnites.... » ? (débat avec R. Brauman, Le Monde 02 10 2015). Ce serait - n'en doutons pas - une façon de masquer les causes sociales et politiques de la crise, pourtant essentielles, ainsi que les évidentes responsabilités extérieures, notamment celles des puissances occidentales. Si l'origine des problèmes pouvait se réduire à ce que P. Bruckner

appelle « une guerre de tous contre tous » en Libye, au Yémen, en Syrie, en Irak, en Afghanistan... alors, autant prétendre que les musulmans sont seuls responsables de ce qui leur arrive... Voilà une bien curieuse façon de comprendre la complexité des événements de l'histoire, sauf, une fois encore, à transformer celle-ci en choc des civilisations pour mieux essentialiser et stigmatiser un peuple et une religion.... Une fois encore, cela pose la lancinante question du rôle de ceux qu'on appelle des intellectuels, en tous les cas le petit nombre de ceux qui ne cessent d'obtenir les faveurs des médias dominants.

Bien sûr, les facteurs idéologiques – en l'occurrence, religieux – ont une portée considérable. Ils légitiment les actions, les allégeances et les alliances.. Mais la crise syrienne trouve ses origines compliquées dans l'histoire et la mémoire, dans les politiques de l'État, mais aussi dans les guerres occidentales, les humiliations et les dominations...c'est à dire tout ce qui fait concrètement le vécu d'un peuple face aux enjeux politiques et stratégiques qui pèsent sur son existence sociale.

L'épuisement des régimes issus de la décolonisation...

Il faut saisir cet enchevêtrement contradictoire et très diversifié des facteurs pour comprendre une crise qui n'est pas seulement syrienne. Ce que rappelle le retour à l'autoritarisme en Egypte, l'écrasement militaire du mouvement social à Bahrein, le chaos laissé par l'OTAN en Libye, l'éclatement yéménite.... Un monde hier en espérance, aujourd'hui en convulsions et en effondrement. Un monde arabe où dans chacune des confrontations, les droits humains fondamentaux, l'aspiration démocratique, l'idée même d'humanité sont dramatiquement mises en question, tandis que l'État lui même, son existence en tant qu'institution de « pérennisation » du politique, est directement mis en cause.

On comprend aujourd'hui à quel point la crise prend racine dans l'épuisement des régimes issus de la décolonisation, du nationalisme arabe et du rêve pan-arabe qui se sont cristallisés après la seconde guerre mondiale. Les peuples ne supportent plus des pouvoirs en place incapables de leur offrir un avenir. Ils rejettent leur autoritarisme, leur violence répressive, leur corruption. Le « Parti de la résurrection arabe socialiste », ou parti Baas en Syrie, n'a pas échappé au rejet populaire puisque dès le mois de mars 2011 de grandes manifestations pacifiques pour la démocratie se sont développées dans l'ensemble du pays, comme version syrienne de ce qu'on appela le Printemps arabe. Ce mouvement fut volontairement et immédiatement réprimé par le sang dans une répression extrêmement brutale. Le régime de Bachar El Assad rechercha et obtint rapidement un affrontement militarisé qui brisa l'élan populaire en profitant aux forces politiques les plus radicales – qui sont aussi les plus réactionnaires – de l'opposition islamiste. Le processus ainsi engagé a produit un éclatement et une sévère déstabilisation du pays avec l'avancée militaire du djihadisme le plus barbare, marginalisant les autres formations en particulier celle se réclamant de la démocratie.

La suppression symbolique de la frontière syro-irakienne par l'Organisation de l'État islamique (OEI) se présenta comme une mise en cause des frontières étatiques issues du colonialisme. Il s'agissait de nourrir un discours anti-occidental radical, de légitimer des conquêtes territoriales et un pouvoir politique par une interprétation fondamentaliste et rigoriste – en réalité fanatique et approximative – de l'Islam. Un Islam prétendument de pureté et des origines... comme si cette religion du Livre n'était pas, elle aussi, une grande histoire

intellectuelle et sociale. Ce fanatisme a su s'appuyer sur la force, sur la peur, sur l'instrumentalisation cynique de la désespérance sociale et de cette profonde colère populaire devant tant d'injustices, tant d'ingérence extérieures, et si peu de perspectives.

Le poids déterminant des politiques de puissance

La rhétorique anti-occidentale de l'islamisme politique n'a cependant rien d'un exercice abstrait. Elle a pris sur les immenses et légitimes ressentiments populaires quant aux guerres occidentales menées en Irak, notamment en 2003, mais aussi sur le soutien et l'impunité inacceptables dont bénéficie l'État d'Israël dans sa politique de colonisation et d'occupation militaire du territoire palestinien. On peut dire que la crise syrienne est le fruit de tout ce qui fait les dominations, les humiliations, les espoirs, les résistances et les luttes des peuples du monde arabe au 20^e siècle et jusqu'aujourd'hui....

Les attentes sociales et démocratiques, l'espérance de changements politiques, l'exaspération des peuples continuent de se heurter à des régimes de dictature, des forces ultra-réactionnaires, des paroxysmes de violence et de guerre, des ingérences extérieures permanentes.... C'est une impasse si étroite que le débat public témoigne quotidiennement de l'incapacité à dire quelle pourrait être la solution, qui pourrait être des partenaires crédibles - s'il y en a de possibles -, quel adversaire principal faut-il identifier.... entre une dictature tortionnaire et un djihadisme criminel. En vérité, cette impasse est en grande partie l'héritage de l'impérialisme et de la domination des puissances occidentales. Il est le fruit du soutien hypocrite constant des grandes puissances aux despotismes locaux. Il est aussi le résultat de l'emprise économique, des intérêts stratégiques et énergétiques du monde capitaliste dominant. Il est enfin le bilan désastreux de ce qu'on ose encore appeler (20 ans après sa création) un « partenariat euro-méditerranéen ». Celui-ci, en effet, n'a jamais contribué, si peu que ce soit, à la solution des grands problèmes des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, en particulier le règlement tant attendu de la question de Palestine.

L'impasse n'est donc pas seulement celle des régimes arabes. Elle est aussi (et peut-être d'abord) celle que l'on doit aux puissances extérieures dominantes. L'histoire et l'actualité de leur hégémonie néo-impériale est une cause de l'effondrement en cours au Proche-Orient. L'exploitation et le commerce des hydrocarbures, les ventes d'armes, la préservation et l'extension des zones d'influence, les accords stratégiques avec Israël et des régimes arabes peu fréquentables ... Tout cela continue de former le contexte et les causes réelles de la crise.

On comprend que certains - intellectuels ou pas – cherchent à désigner les contradictions entre différentes confessions musulmanes comme l'origine essentielle de la crise. Cela permet d'exonérer les politiques de puissance, les dominations d'hier et d'aujourd'hui, les alliances répréhensibles qui conduisent le droit et l'éthique à se noyer dans l'océan des intérêts financiers.

Une histoire de longue durée

Devant les cruautés de la tragédie syrienne, personne ne peut dire : on ne savait pas. C'était

imprévisible.... Depuis plus de 35 ans, en effet, les événements se succèdent, la crise des régimes et des sociétés arabes ne cesse de croître. Déjà, en 1979, trois faits majeurs, qui ont pesé lourd dans les évolutions du monde, auraient dû servir d'alerte, et imposer au moins une réflexion lucide et critique. Il s'agit de la révolution en Iran, de l'invasion soviétique en Afghanistan et de l'installation de Chadli Benjedid en Algérie qui mit en œuvre une politique de réformes néolibérales. C'était, en quelque sorte, l'annonce d'une progression de l'islamisme politique dans le contexte d'un rejet politique et identitaire de l'Occident et d'une crise sociale aggravée. L'assassinat de Sadate en 1981, la décennie noire des années 90 en Algérie... ont montré aussi à quel niveau d'instabilité et de violence peut conduire le mépris des aspirations démocratiques et sociales... Jusqu'à la négation même de celles-ci par des forces ultra-sectaires fanatisées.

Pourtant, les puissances occidentales ne se sont vraiment préoccupées de la crise syrienne qu'à partir du moment où l'image atroce des suppliciés décapités a franchi le seuil des médias. Et plus récemment encore, avec l'afflux massif de réfugiés créant une situation à laquelle l'Union européenne s'est montrée incapable de faire face.... Sinon en cherchant à interdire l'accès au territoire européen...Mais comment empêcher d'entrer plus d'un million de personnes décidées à forcer les frontières pour échapper à la guerre et au terrorisme ?

Il fallait donc bien faire quelque chose en Syrie. Et les puissances occidentales, États-Unis en tête, ont décidé de faire – d'abord sans excès ou précipitation – ce en quoi elles prétendent exceller : des bombardements. Des bombardements contre l'OEI, en laissant la possibilité d'accords avec d'autres groupes armés.... Un jeu sans grande efficacité. Au final, les bombardements de la coalition sous direction des États-Unis n'ont pas permis de faire reculer l'Organisation de l'État islamique. Les combattants équipés et formés par Washington sur des terrains voisins ont cédé avec armes et bagages aux djihadistes, quant à la réorganisation et à l'entraînement des forces armées irakiennes, elle se révèle être un échec depuis plus de dix ans dans un contexte de crise politique aiguë en Irak. C'est un fiasco stratégique.

Quand la Russie comble un vide stratégique

C'est dans cette situation que la Russie décida d'intervenir directement, elle aussi par des frappes aériennes, en installant en Syrie un dispositif militaire très substantiel. Elles se concerta avec l'Arabie Saoudite, parrain de ceux qu'elle allait bombarder, ainsi qu'avec Israël, officiellement neutre.... Mais on sait que les autorités de Tel Aviv ont choisi de faire soigner dans leurs hôpitaux des centaines de combattants djihadistes blessés pour les laisser ensuite retourner au combat... On note au passage que l'hypocrisie du discours israélien sur le terrorisme atteint des sommets.

Les puissances occidentales et l'OTAN ont d'abord émis des doutes sur les cibles frappées par la Russie en accusant Moscou de vouloir soutenir et protéger Damas plutôt que de frapper l'OEI. Elles ont ensuite dramatisé au maximum la violation de l'espace aérien turc par les avions russes. Le Secrétaire général de l'OTAN, dans le même esprit, fit semblant de s'inquiéter et de s'indigner en constatant que la Russie n'a pas choisi de coordonner ses opérations avec les Occidentaux. Ces postures alimentent la tension – elles sont faites pour cela - mais elles sont formelles. Ce que les pays de l'OTAN redoutent, en vérité, c'est la signification et les effets de l'interférence de la Russie dans le dossier politique et stratégique.

Moscou veut d'abord aider Damas à reprendre, dans les régions d'Idlib et Hama, des zones prises par une coalition djihadiste et salafiste constituée il y a quelques mois grâce au soutien politique et militaire de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de la Turquie. La Russie déclare bombarder l'ensemble des organisations concernées sans masquer ni un soutien tout à fait explicite au régime de Bachar El Assad, ni la volonté d'empêcher que se brise ou s'affaiblisse l'axe Téhéran, Damas, Hezbollah. Quant à la violation de la frontière et de l'espace aérien de la Turquie, on peut estimer qu'il s'agit là d'une mise en garde directe à Ankara qui, de son côté, n'a cessé d'aider les djihadistes – y compris ceux de l'OEI – à se jouer de la frontière turco-syrienne pour attaquer le régime baasiste. Remarquons que les pays de l'OTAN sont d'ailleurs plutôt mal placés pour dénoncer une violation du droit international, eux qui bombardent en Syrie sans le moindre mandat des Nations-Unies et sans sollicitation légale.

L'enjeu réel n'est évidemment pas le respect du droit. Les puissances occidentales cherchent les moyens d'un changement de régime en Syrie. La Russie veut en revanche conserver celui-ci, probablement davantage qu'elle ne souhaite sauver Bachar El Assad à sa tête. Vladimir Poutine et d'autres dirigeants russes ont d'ailleurs plusieurs fois parlé de compromis et de réformes politiques. On est dans une confrontation de puissance de grande envergure. Les frappes de la Russie ont d'ailleurs une dimension très politique : montrer que la puissance russe est une réalité et que les États-Unis ne sont pas seuls à pouvoir intervenir sur le cours des relations internationales.... Et faire ainsi la preuve que la Russie est en capacité de remplir le vide stratégique laissé par l'échec américain en Syrie. Moscou contraint Washington à négocier des canaux de communication militaires afin d'éviter des accrochages ou des accidents. Même le front ukrainien – est-ce un hasard ? - est aujourd'hui plus calme que jamais. Le cessez-le-feu tient. On peut imaginer que la Russie ne veut pas gérer deux fronts à la fois.... L'ordonnancement politico-militaire de Poutine a donc bouleversé les données du conflit... Jusqu'où ?

Les difficiles conditions d'une issue politique.

Si les frappes américaines n'ont pas réussi à faire reculer l'OEI, qu'en sera-t-il des bombardements russes ? Tout le monde comprend, surtout après l'échec de Washington, qu'une campagne aérienne ne peut à elle seule faire la décision. Les troupes djihadistes ne peuvent reculer qu'avec une offensive au sol. Des forces russes sont-elles en train de s'y engager avec l'armée syrienne et les alliés de Bachar El Assad, Iran et Hezbollah compris ? L'intervention de la Russie ouvre la possibilité d'une modification du rapport des forces, une consolidation du régime de Bachar El Assad. Mais peut-elle contribuer à une solution véritable ? Avec à la clé une défaite du djihadisme et un compromis politique sur le pouvoir à Damas ? Rien n'est moins sûr.

Ouvrir le chemin d'une solution durable suppose une autre politique et la réalisation de trois conditions.

Premièrement, il est nécessaire de trouver les moyens d'une alliance ou d'une convergence politiques qui puisse sur-déterminer les intérêts et les stratégies particulières des puissances régionales. Il faut réunir des forces militaires locales dans une stratégie d'attrition – comme disent les militaires – pour être en capacité de l'emporter sur le djihadisme tout en établissant un contexte de sécurité régionale. Dans une situation de polarisation extrême des politiques

d'État au Proche-Orient, alors que domine l'antagonisme entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, un tel objectif semble difficile à atteindre. Mais ne faut-il pas un tel effort d'ouverture, de multilatéralisme et de responsabilité collective face à la menace d'un islamisme politique surarmé, aux grandes prétentions de dominations dans le monde arabe et aux pratiques sociales confinant à la sauvagerie ? Les politiques de puissance de Washington et de Moscou offrent surtout un chemin de rivalités régionales et de risques stratégiques importants. Il faut travailler au dépassement de cette configuration que l'OEI comme les autres formations djihadistes sauraient instrumentaliser à leur profit, comme elles le font déjà.

Deuxièmement, une issue politique doit être recherchée par une concertation de tous les États aujourd'hui impliqués dans la crise, Russie et Iran compris. Un compromis de pouvoir devrait inclure toutes les forces, y compris l'armée ou une partie de celle-ci, qui veulent en finir avec les atrocités du régime. Il faut contribuer à une ouverture du champ politique en Syrie en aidant les courants politiques, les dirigeants, toutes les forces désireuses de construire une telle perspective et un avenir plus démocratique. Il ne s'agit pas de décider à la place des Syriens, de dialoguer tranquillement avec Bachar, mais de trouver des alliés, d'aider à élargir l'espace politique, à recréer de l'espoir. Nul ne dit que c'est facile, mais ne pas agir pour favoriser une transition et surmonter la crise interne serait une faute aux sérieuses conséquences pour tout le monde.

Qui peut y contribuer ? On a peine à imaginer les autorités françaises capables de dépasser leur tropisme militaro-atlantique, leur propension à privilégier les ventes d'armes et de Rafales. Mais il faut, quoi qu'il en soit, affirmer la nécessité d'un changement de la politique étrangère française, exiger un retour à l'ONU et au multilatéralisme, pousser à une action collective européenne autonome.... La ligne d'intervention de la France devrait être le dépassement des confrontations de puissance, la recherche d'accords au Conseil de Sécurité, le dialogue entre l'Iran et l'Arabie Saoudite... afin d'ouvrir l'espace politique et diplomatique. Cette crise syrienne, qui est une crise de tout le monde arabe et une confrontation globale de puissance, mérite qu'on prenne la hauteur nécessaire et la détermination qui s'impose. Est-ce trop demander ?

Troisièmement, on mesure la gravité de la crise syrienne, qui touche à l'ensemble des relations internationales, qui s'ajoute au conflit ukrainien et à tous les autres. Ce cumul des dangers appelle à une forte implication citoyenne, mais aussi de toutes les autorités morales et sociales, les institutions susceptibles de peser dans la balance : le Secrétaire général de l'ONU, la Ligue arabe (à condition qu'elle trouve un accord en son sein...), les syndicats, les églises, les organisations pacifistes et de la solidarité... L'exigence immédiate d'une baisse des tensions et d'un recul des confrontations armées se fait pressante. Ceci est d'autant plus nécessaire que la possibilité d'une nouvelle grande guerre internationale ou guerre mondiale est maintenant régulièrement évoquée dans le débat public. Ce ne sont pas seulement des « prophètes » irresponsables ou de faux spécialistes qui s'expriment ainsi. Jacques Attali, dans une interview au quotidien belge *Le Soir* (le 12 septembre 2015) énonce que « la guerre se rapproche. C'est sûr – dit-il – elle se prépare ». Pour Laurent Fabius, interrogé sur Europe 1 (le 5 octobre 2015), il y aurait aujourd'hui des risques de confrontation militaire mondiale... Pour l'hebdomadaire *L'Obs* (No du 8 au 14 octobre) la question est maintenant posée : « la troisième guerre mondiale a-t-elle commencée ? » Bien sûr, nul n'affirme que le compte à rebours est enclenché, mais la thématique politique et idéologique est lancée. Que valent de telles anticipations ? Qui peut prétendre être capable de prévoir l'avenir dans une telle situation internationale ? Y-a-t-il vraiment un risque de nouveau grand conflit international ?

Ou bien les crises actuelles restent-elles sous contrôle ? Anticiper ainsi la guerre mondiale, dans un contexte de rivalités de puissances, est-ce un choix de dramatisation pour diaboliser ceux qu'on veut désigner comme des adversaires stratégiques ? N'est-ce pas, précisément, courir le risque d'une exacerbation des tensions ? L'escalade dans cette crise syrienne est très problématique, mais il faut constater l'absence d'un enjeu stratégique et global mondial qui rendrait la marche à une 3^e guerre mondiale inéluctable ou possible entre des alliances sous direction des États-Unis et de la Russie. Le contexte international est très différent. Il est celui d'une multiplicité compliquée de conflits, de visées stratégiques et économiques contradictoires dans des situations différenciées qui doivent beaucoup aux impasses sociales et politiques, à l'écrasement des aspirations populaires, aux effondrements institutionnels dans les pays concernés... Ce sont les causes profondes des crises qu'il faut mettre dans le débat public en montrant comment les antagonismes de puissances fabriquent des ennemis au lieu de construire des convergences d'intérêts.

Il faut sortir de l'instrumentalisation de la mouvance de l'islamisme politique et du djihadisme et contribuer en commun à répondre aux attentes démocratiques et sociales des peuples. Mais il faudrait pour cela une révolution dans la pensée stratégique et les choix politiques. C'est à dire une vraie volonté d'engager un changement dans les déterminants de l'ordre international. On en est pas encore là... Il reste que devant la précipitation des événements des inquiétudes grandissent. Et ces nouvelles formules du discours politique qui nous prédisent la guerre mondiale sont préoccupantes. Elles doivent faire l'objet d'analyses critiques et d'approches alternatives. Elles ont cependant une vertu : celle rappeler l'exigence incontournable du combat pour la paix, le désarmement, les conditions de la sécurité internationale et le règlement des conflits, la démilitarisation des relations internationales. On peut dire que tout est possible... sauf qu'on ne peut jamais gagner les batailles qu'on ne mène pas./. (09 10 2015)

MOYEN –ORIENT : SORTIR DU CHAOS

Patrice JORLAND
géographe

« *Le monde est un asile de fous géré par ses patients* », c'est en ces termes que le président uruguayen, Tabaré Vasquez, a défini l'état de la planète lors de son récent séjour à Paris. Se référant à l'instabilité économique, au dérèglement climatique et aux relations internationales, il ajoutait : « *Face au chaos actuel, les Nations Unies n'arrivent pas à assurer la paix* », ce qui fait sens pour un pays dont la contribution en casques bleus est la plus élevée au monde au regard de sa population. Le terme *chaos* s'appliquait au Moyen-Orient en particulier, aux millions de réfugiés qui ont tenté de fuir et au flux qui en entraîne un nombre croissant vers l'Europe occidentale, drame qu'il comprenait en ajoutant : « *Nous sommes un pays d'immigration qui a reçu plusieurs vagues de réfugiés. J'ai l'habitude de dire que les Uruguayens descendent des bateaux* » (« le Monde », 31.10.2015).

Islam et islamisme :

Un rapide tour d'horizon du vaste ensemble allant des rives de l'Atlantique aux contreforts de l'Himalaya inciterait en effet plus d'un observateur au désespoir, sinon à l'effroi: la Libye, où plusieurs camps s'opposent, reste sans gouvernement, la guerre ravage le Yémen, l'avenir de l'Afghanistan demeure incertain et nul ne sait précisément comment la paix pourrait y être établie, les affrontements dont la Syrie et l'Irak sont le théâtre frappent les populations, dans la complexité de leurs affiliations nationales, religieuses et politiques, la Jordanie et le Liban voisins sont ébranlés par l'afflux des réfugiés, les puissances régionales, Turquie, Arabie séoudite et Iran, interviennent en fonction de ce qu'elles considèrent être leurs intérêts et d'aucuns voient dans leur rivalité l'irréductible confrontation entre sunnites et chiïtes.

Les Palestiniens sont sans État et semblent abandonnés de tous, alors que les négociations conduites ces deux dernières décennies n'ont abouti à rien, que la colonisation des territoires occupés se poursuit et qu'à Jérusalem-est le seul mode de protestation restant paraît être l'action de loups solitaires. Au cours des trois premières semaines d'octobre 2015, dix Israéliens ont été tués et plus d'une centaine blessés à l'arme blanche, tandis que les forces israéliennes tuaient 53 Palestiniens et en blessaient près de 2.000. Des points de contrôle, des barrages de police et des blocs de béton isolent les quartiers arabes de la ville, où la vie est plus recluse que jamais. Les autorités de Ramallah ne peuvent agir à Jérusalem-est et le gouvernement jordanien, qui est officiellement responsable de la mosquée al-Aqsa, ne dit mot, alors que l'accès par les fidèles se heurte à des restrictions croissantes.

Ce qui fut appelé le « printemps arabe », à savoir la mobilisation populaire qui, en 2011 et 2012, du Maroc au sultanat d'Oman, parvint à réunir des hommes et des femmes de tous âges et appartenant à des groupes sociaux différents, voire, comme en Egypte, à des religions différentes, sur des mots d'ordre de liberté, de démocratie et de dignité, paraît s'être dissout au fil des saisons. Ici, Maroc, Algérie, Jordanie ou Oman, quelques modestes réformes et des mesures financières ont permis de revenir à un semblant de calme. Là, à Bahreïn, l'armée séoudienne a imposé son ordre par la force, sans qu'aucun des problèmes de fond n'ait été résolu. Ailleurs, au Yémen et en Syrie, la protestation a débouché, par étapes, sur ce qui est présenté comme une guerre civile. La Tunisie est la seule à poursuivre une expérience démocratique, tout en restant confrontée aux difficultés économiques et aux attentats

terroristes. Capitalisant sur leur opposition aux gouvernements précédemment établis, les courants islamistes, tels qu'ils s'organisent au sein des Frères musulmans, ont cueilli un temps les fruits de mouvements qu'ils n'avaient pas lancés, avant que leurs abus ne conduisent à des réactions populaires, dont l'armée égyptienne a fait son profit pour rétablir son autorité avec la plus extrême rigueur, alors qu'une solution politique a pu être trouvée en Tunisie. Tandis qu'avec le soutien de puissants médias émettant sur l'ensemble de la région, ce mouvement islamiste cherche à encadrer la population par ses militants et ses réseaux d'aide sociale, des groupes appelant au djihad armé sont actifs dans plusieurs pays et des espaces difficilement contrôlés.

L'islamisme n'est pas né des insatisfactions d'une fraction de la jeunesse des banlieues européennes, puisqu'on peut le faire remonter au *hanbalisme* apparu au IXe siècle, en opposition au *mutazilisme* ou « islam des lumières », puissant à la cour du calife abbasside al-Mamûn, qui régna de 813 à 833. Alors que ce dernier ordonnait la collecte, la traduction et l'étude des textes philosophiques et scientifiques de l'Antiquité, la foi devant être dirigée par la raison, il suffisait pour le premier de s'en tenir à une lecture littérale du Coran et de la Sunna, sans interprétation possible, sous la conduite des *oulémas*. L'intransigeance de cette idéologie à l'égard des autres religions, qu'elles soient du Livre ou considérées comme païennes, s'affirma avec Ibn Taymiyya (1263-1327), qui consacra l'essentiel de son œuvre à la réfutation des philosophes, du chiisme et des autres interprétations de l'islam. Son influence demeurerait circonscrite au débat jusqu'à ce que sa pensée soit reprise au XVIIIe siècle par le fondateur du *wahhâbisme*, qui lui donna une dimension politique en s'alliant en 1744 à Mohammed Ibn Saoud, chef d'une tribu du plateau central (*Nejd*) de la péninsule arabique. Au début du XXe siècle, leurs successeurs tirèrent profit de l'affaiblissement de l'empire ottoman, du jeu régional des Britanniques durant la Première guerre mondiale, puis du partage du Proche-Orient par les vainqueurs, pour conquérir par la force l'essentiel de cet espace péninsulaire et fonder en 1932 l'Arabie séoudite contemporaine. Les combats qui, de 1901 à 1932, rythmèrent cette entreprise firent 500.000 morts et ce qui était un courant de l'islam – unicité et universalité de Dieu (*Tawhid*), répression de toute autre pratique cultuelle que la lecture littérale, la récitation et la prière, application intégrale de la charia- devenait religion d'État et d'un État qui en vint à disposer de deux rentes, celle de la garde des Lieux saints, la Mecque et Médine, grâce à la prise du Hedjaz en 1925, et celle du pétrole, découvert en 1938. Le totalitarisme religieux s'accouplait à l'absolutisme politique, avec le consentement de la puissance américaine, puisque, sur le retour de la conférence de Yalta, le président Roosevelt fit escale pour accueillir le roi Ibn Séoud à bord du croiseur *Quincy* et conclure avec lui un pacte noir contre protection intégrale. Ces deux rentes permettront de financer, partout où cela sera possible, la construction de mosquées, la formation d'imams et l'activité des courants intégristes, par exemple dans les *madrasas* d'Asie méridionale. Bien que toutes ne soient pas wahhâbites, c'est dans des *madrasas* pakistanaïses qu'ont été formés les Talibans et nombre d'islamistes locaux.

Postérieurement au wahhâbisme, et indépendamment de lui, devait émerger la *salafiyya*, alors que la modernité occidentale commençait à pénétrer l'empire ottoman, modernité dont on pouvait se servir pour réformer le monde musulman sur le plan technique, pendant que, sur le plan social et culturel, devait s'accomplir un retour complet au modèle des « pieux ancêtres » (*salaf*), les fondateurs de l'islam, c'est-à-dire le Prophète et les quatre premiers califes, les « *bien guidés* ». Avec la colonisation occidentale des terres musulmanes d'Afrique du nord, puis du Proche-Orient à la suite de l'effondrement de l'empire ottoman, et l'abolition du califat en 1924, une première inflexion est donnée par Hassan Al-Banna (1906-1949), le fondateur égyptien de la confrérie des Frères musulmans, avec pour mission d'engager la

prédication et l'action politique par le bas. Une deuxième inflexion viendra de la pensée de Sayyid Qotb (1906-1966) : le djihad est érigé en pilier de l'islam pour être mené en terres mécréantes, à quoi s'ajoute le devoir de *takfir*, combattre les impies et les apostats, ceux qui tournent le dos à la *hakimiyya*, la souveraineté exclusive de Dieu sur toute chose, et se font les complices des mécréants. C'est la matrice idéologique d'Al-Qaïda et de ses métastases. Parallèlement, un courant similaire s'était constitué dans le *Raj* indien, à partir de l'École de Deoband fondée en 1867, et s'était politisé sous l'influence du Maulana Maududi (1903-1979). Il affecte les États successoraux de cet empire.

Une proximité existe entre ces diverses références, avec des passages, glissements et convergences possibles. Des Frères égyptiens furent accueillis en Arabie séoudite à l'époque où ils s'opposaient au régime nassérien, mais les approches politiques sont différentes, ce qui explique l'hostilité que leur manifeste aujourd'hui la Famille des Séoud. La mouvance salafiste comprend différentes tendances, allant du refus du politique et du repli sur la pratique personnelle, tendance que l'on définit souvent comme quiétiste, à l'engagement social et politique de la Confrérie, celle-ci s'ancrant de façon variable dans le contexte géopolitique des pays et des époques. Point commun, le combat qu'ils ont mené et poursuivent contre les forces dites laïques, panarabistes et un temps socialistes, opposées à la politisation du religieux. Encore faut-il ajouter que ce combat a pu prendre des formes différentes selon les lieux et la conjoncture, de la Palestine à la Turquie et au Maroc. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'hostilité au chiisme n'a pas toujours été déterminante, ne serait-ce que parce que ce dernier n'est pas présent partout de façon conséquente. Il existe d'ailleurs un islamisme chiite aux traits particuliers, la pratique de l'*ijtihad* ou effort de réflexion à partir du Coran, que l'on retrouve dans le sunnisme, mais renforcée par l'existence d'un clergé hiérarchisé (mollah, hodjatoleslam, ayatollah et *marjaa-e taqlid* ou « sources d'imitation ») formé dans des écoles, dont les plus prestigieuses sont les séminaires de Qom en Iran et de Nadjaf en Irak, ainsi que par l'attente, dans le chiisme duodécimain, du retour du douzième imam, l'imam caché. Prévalait ainsi une séparation du religieux et du politique, jusqu'à ce que l'ayatollah Khomeini énonce le principe du *velayat-e faqih*, ou gouvernement du juriste, selon lequel la société doit être dirigée par un religieux et une série de conseils chargés d'orienter les instances élues et les services de l'État. Cela a donné naissance à un régime conduit par un « guide suprême », cadencé par les clercs et tenant la société sous sa bride, sans cependant interdire toute activité politique et culturelle, ni exclure les femmes. On est cependant loin de la vision progressiste et tiers-mondiste développée par Ali Shariati (1933-1977), dont l'influence avait été grande, et il convient de souligner que le principe du *velayat-e faqih* n'est pas retenu en Irak ni par les autres courants associés au chiisme.

La rivalité entre sunnisme et chiisme s'est aiguisée ces dernières décennies pour des raisons politiques et géopolitiques, la Maison des Séoud et l'idéologie wahhâbite voyant dans l'islamisme chiite un modèle concurrent, plus particulièrement au Moyen-Orient. De fait, si le sunnisme est majoritaire à 85% au sein de l'*oumma*, c'est l'inverse en Iran (81 millions d'habitants contre 30 millions en Arabie séoudite), en Azerbaïdjan et à Bahreïn. Il est influent, directement ou par association, en Irak, au Liban, en Syrie, en Turquie et il constitue des minorités plus ou moins importantes au Yémen, en Afghanistan et en Arabie séoudite même. La dynastie séfévide ayant fait du chiisme la religion obligée de l'Iran au début du XVIIIe siècle, des acteurs assimilent le chiisme à cet État, ce qui leur permet de réactiver la rivalité ancienne entre l'empire ottoman et le monde iranien. A quoi s'est ajouté le jeu des puissances occidentales, sur lequel nous reviendrons.

Si ces premiers paragraphes sont consacrés à l'islamisme, c'est afin de rappeler que celui-ci s'est constitué en opposition à des conceptions et des pratiques plus éclairées de l'islam, qu'il

a été mobilisé pour obtenir l'hégémonie au sein de l'*oumma* et pour asseoir à l'époque contemporaine des régimes foncièrement réactionnaires. L'influence dont il peut disposer aujourd'hui découle en partie de l'épuisement des expériences de rénovation du monde arabe, la *nahda*, le vaste mouvement de « renaissance » littéraire, intellectuelle, politique et religieuse qui s'était déployé depuis le début du XIXe siècle, tout particulièrement en Egypte et au Levant, dans le contexte d'un affaiblissement de l'empire ottoman, de l'affirmation de la suprématie technique, scientifique et économique de l'Europe, du contrôle direct et indirect que celle-ci parvint à exercer, par la force et ses moyens financiers, sur des zones de plus en plus étendues : à la veille de la Grande guerre, sur l'ensemble de l'Afrique du nord, Egypte comprise, sur le Soudan et la Corne de l'Afrique, sur l'Afghanistan ; puis le partage du Moyen-Orient entre le Royaume-Uni et la France, le protectorat britannique sur l'Iran et ce qui devait former les émirats du Golfe ; puis enfin la création de l'État. d'Israël et l'humiliation de la défaite de 1949. Dans le prolongement de la *nahda*, et en s'appuyant sur la nouvelle corrélation internationale des forces, une deuxième vague de rénovation recouvrit alors l'ensemble de la région, indépendance politique, transformations sociales, panarabisme et solidarité avec les Palestiniens.

L'instrumentalisation de l'islam:

Les facteurs pouvant expliquer l'épuisement de cette deuxième vague sont multiples, qui tiennent d'abord à l'extrême complexité de la région, diversité linguistique, ethnoculturelle et confessionnelle, structures sociales, rapports de production et de pouvoir, « nationalismes de terroir » pour reprendre l'expression d'Anne-Laure Dupont, qui jouèrent dans l'essor des mouvements de libération mais entravèrent les ambitions pan-arabes, rivalités entre courants politiques, quand bien même plusieurs affirmaient partager ces aspirations, aura de personnalités qui n'eurent pas d'héritiers, culte d'autres personnalités et autoritarisme qui lui était lié, triple malédiction du pétrole, en ce que l'or noir excitait la convoitise de l'Occident et nourrissait ses ingérences, en ce qu'il donna naissance à des rentes dont la captation assurait l'enrichissement, le clientélisme et l'influence extérieure, manne financière, fluctuante d'ailleurs en fonction des cours, rendant inutile la construction de systèmes productifs cohérents et autonomes, obstacles que rencontrèrent, là où elles furent déployées, les tentatives de transformation sociale et culturelle. Certaines composantes de l'islamisme ont certes développé pendant un temps un discours nationaliste, par exemple en défense de la cause palestinienne, mais ce courant n'avait en soi que de la haine pour le socialisme, s'opposait aux tentatives démocratiques, puisque qu'à ses yeux celles-ci substituaient des règles humaines à l'autorité divine, et condamnait tout ce qui, dans les sphères publique et privée, se démarquait du modèle des « pieux ancêtres ». Le régime nassérien et le Baas était impies, cependant qu'en Iran le clergé chiite n'apporta aucun soutien à la politique de Mossadegh et combattit le parti Toudeh, tout comme en Irak il s'opposa au général Kasem et à ses alliés communistes.

Le *pacte du Quincy* procédait du réalisme le plus froid et n'avait aucune dimension idéologique. Ce n'est d'ailleurs que progressivement, et en relation avec l'affaiblissement des positions françaises et britanniques au Moyen-Orient, que les États-Unis prirent le relais, dans une vision de guerre froide, de sécurisation des approvisionnements en hydrocarbures et donc de lutte contre les vellétés de socialisme arabe. A ces différents titres, l'Arabie séoudite pouvait constituer un contrepoids à l'Égypte nassérienne, comme durant la guerre civile du Yémen qui fit suite à l'établissement de la république dans ce pays en 1962, mais les principaux points d'appui occidentaux étaient alors l'Iran du shah d'une part, après le succès de l'*opération Ajax* exécutée par la CIA, la Turquie d'autre part, deux États présentés alors

comme laïcs. L'ingérence américaine dans les affaires intérieures des pays arabes prenait essentiellement la forme de pressions financières, de manœuvres politiques et sa seule intervention militaire eut lieu durant la crise de 1958 au Liban, qui fut brève et se termina sur une réconciliation. C'est toutefois cette année-là que Washington rejoignit le pacte de Bagdad conclu en 1955 à l'initiative de Londres, pacte rebaptisé **CENTO**, pour *Central Treaty Organization*, à la suite de la révolution irakienne de 1958. En étaient désormais membres les États-Unis, le Royaume-Uni et trois pays de religion musulmane, la Turquie, l'Iran et le Pakistan, dont le premier servait de charnière avec l'**OTAN** et le dernier avec l'**POTASE** ou Organisation du Traité de l'Asie du sud-est, mais dont aucun d'entre eux n'était arabe.

L'investissement d'un espace :

Une série d'événements conduisit à l'engagement croissant, profond et multiforme des États-Unis, la lutte des Palestiniens et le soutien qu'elle recevait de la part des peuples arabes, les guerres dites des six jours (1967) et du Kippour (1973), la crise mondiale du prix du pétrole qui débute en 1971, puis la décision des pays arabes membres de l'**OPEP**, en relation avec cette deuxième guerre, d'imposer un embargo sur leurs exportations de pétrole vers les pays soutenant Israël et de réduire leur production, ce qui conduisit à une augmentation de 70% du prix du baril de brut, et enfin la révolution iranienne de 1978-1979. D'une part, la cause d'Israël était désormais consubstantielle au modèle américain, d'autant que ce pays était le seul véritable point d'appui militaire des États-Unis dans une région cruciale. Aussi fallait-il dissuader les pays arabes d'accorder plus qu'une solidarité verbale aux Palestiniens, ce qui devint possible à partir des Accords de Camp David du 17 avril 1978, signés par le président égyptien Anouar el-Sadate et le premier ministre israélien Menahem Begin. Le soutien apporté au shah ne permettra pas de sauver son régime et fera de son protecteur le « grand Satan ». Aussi fallut-il se replier sur les pays sunnites, l'occasion étant offerte par la révolution de Saur du 27 avril 1978, la proclamation de la République démocratique d'Afghanistan, puis l'entrée de forces soviétiques en décembre de l'année suivante. Le *pacte du Quincy* trouvait une portée idéologique : l'URSS, assurait-on, était sur le point d'atteindre les mers chaudes de l'océan Indien, bien que l'Afghanistan soit un pays enclavé sans débouché maritime, et de surcroît dépourvu de voies de chemin de fer, l'athéisme menaçait le monde musulman et le totalitarisme étendait ses griffes sur des espaces pourtant peu démocratiques. Il faudrait pouvoir revenir sur cette affaire, désormais recouverte par les oripeaux de la propagande et largement oubliée après qu'elle fut parvenue à son terme. Financement et appui militaire aux forces islamistes afghanes déjà regroupées au Pakistan, qui devinrent instantanément des combattants de la liberté, appel au djihadisme à l'échelle de l'*oumma*, islamisation organisée du Pakistan sous la dictature du général Zia ul-Haq (1978-1988), démantèlement de ce qui pouvait constituer un État afghan dès l'arrivée des islamistes au pouvoir à Kaboul en 1992 et sa destruction totale avec celle des Talibans, quatre ans après. Cela ne suscitera aucun émoi dans les capitales occidentales, puisque la pièce afghane avait disparu de leur échiquier. Fait remarquable, si le grand projet de Zbigniew Brzezinski, alors conseiller pour la sécurité nationale du président Carter, procédait bien d'une vision stratégique, à savoir affaiblir structurellement l'adversaire soviétique, elle se réduisait à cela. La diffusion du wahhâbisme par le truchement de la Maison de Séoud, le djihad mondial aux côtés des islamistes afghans et la radicalisation en profondeur du Pakistan ne revêtaient aucune importance particulière. Les djihadistes étrangers qui affluèrent en Afghanistan n'y ont certes pas joué un rôle militaire considérable, mais ils s'y sont formés et pourront ensuite combattre sur d'autres terrains ou y encadrer des combattants ou encore servir de modèles, sous la bannière du Groupe islamique armé en Algérie, au cours des guerres de

démembrement de la Yougoslavie ou en Tchétchénie.

Une autre donnée structurelle doit être également prise en compte, la pluralité des acteurs régionaux et les rivalités pouvant exister entre eux. De fait, si le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte sont des formations historiques au solide ancrage territorial, il n'en va pas exactement de même au Machrek. Les premières formations étatiques de l'histoire y sont certes apparues, mais leur organisation interne et leurs délimitations ont été mouvantes au cours des siècles, les plus récentes ayant été fixées lors du partage de la région entre le Royaume-Uni et la France. Cela entretient une concurrence pour le leadership, dès lors que l'Égypte, dont le rayonnement intellectuel est grand et dont la population dépasse à elle seule celle de la Syrie, de l'Irak, du Liban, de la Jordanie et de la Palestine réunis, ne constitue plus une référence, ce qui est le cas depuis le tournant effectué par Anouar el-Sadate. La Ligue arabe, créée en 1945 et qui compte aujourd'hui 22 membres, est censée harmoniser les points de vue et construire la solidarité, mais elle est aussi l'un des lieux où se confrontent les orientations, où s'expriment les rivalités, où se dévoilent des rapports de forces que modèle, pour une part, l'inégale répartition de la manne pétrolière.

Les trois conflits successifs que l'Irak a connus en sont l'illustration, à commencer par celle qui, de son fait, l'opposa à l'Iran de septembre 1980 à août 1988. Affrontement entre Arabes et Perses, entre sunnites et chiïtes, entre un État laïc et une république islamique, lutte pour la prépondérance au Moyen-Orient ou au sein de l'*oumma*, rivalités des puissances dans le contexte de la guerre froide, il reste qu'elle fut meurtrière, coûteuse -1.200 milliards de dollars- et qu'elle a été profitable au commerce des armes : selon le **SIPRI**, 52 pays ont fourni des armements à l'Irak ou à l'Iran durant le conflit, et 29 aux deux belligérants. Cette première guerre devait rebondir avec celle induite par l'invasion du Koweït en août 1990, au sens où l'Irak était pris à la gorge par la dette colossale qu'il avait contractée et par les difficultés dans lesquelles il se trouvait à relancer ses exportations de pétrole. Au premier abord, ce deuxième conflit a permis de tourner la page de la « guerre froide », puisque l'Union soviétique ne s'y opposa point, après avoir vainement tenté de convaincre Saddam Hussein, qu'il fut possible de réunir contre ce dernier une coalition de 34 pays, dont les buts déclarés étaient limités au retrait du territoire occupé. Au second abord, la conduite de la guerre annonçait une ère nouvelle, celle où s'établirait, par une forme de consentement universel, l'*imperium* américain. Mais la fin de la « guerre froide », la dissolution du Pacte de Varsovie, l'implosion de l'Union soviétique faisaient également disparaître tout contrepoids stratégique dans une région dont la complexité devait inciter à la retenue et à la recherche de solutions concertées. On put penser que ce serait le cas pour la question palestinienne avec le lancement du processus d'Oslo, mais les négociateurs se trouvaient placés dans une configuration pour le moins inégale. Si les autorités israéliennes étaient certaines de disposer aux États-Unis d'une compréhension illimitée et des moyens suffisants pour intimider leurs voisins, cela découlait aussi de la domestication des États arabes, Égypte, Jordanie, Arabie saoudite et émirats du Golfe, alors que l'Irak, qui avait prétendu prendre la tête du « front du refus », peinait à se reconstruire, que sa population était soumise à de lourdes sanctions et que s'aiguïsaient les contradictions internes de son État. Les points possibles de résistance se résumaient à l'Iran, lui aussi confronté aux difficultés économiques, au Liban, dont les capacités étatiques étaient limitées et à l'**OLP** elle-même, objet de multiples pressions extérieures.

Tous les États arabes du Machrek, Syrie comprise, ont participé à la coalition formée et conduite par les États-Unis, sur mandat de l'ONU il convient de le rappeler. Cela donnait consistance aux thèses de Sayyid Qotb, puisque les musulmans se battaient entre eux, sous le commandement de « Croisés », et que ceux-ci investissaient la région avec la constitution, le

1^{er} janvier 1983, du **CENTCOM**, le Commandement de combat unifié couvrant l'ensemble de la région, puis, à l'occasion de ces guerres, l'installation de bases militaires, y compris, pendant un temps, en Arabie séoudite, le « pays des deux mosquées ». Al-Qaïda entra dans l'opposition et passa à une autre phase de son histoire : attentat des Tours Khobar en Arabie séoudite, le 21 juin 1996, faussement attribué à l'Iran, attentats simultanés à la voiture piégée contre les ambassades américaines de Nairobi, au Kenya, et de Dar-es-Salaam, en Tanzanie, le 7 août 1998, attentat contre le destroyer *USS Cole*, le 12 octobre 2000, en rade d'Aden. Des camps d'entraînement seront ouverts à partir de 1997, date qui marque le retour d'Oussama Ben Laden en Afghanistan.

Némésis :

Dans les tragédies de la Grèce antique, il n'y a pas d'actes plus graves que ceux inspirés par l'*hubris*, la démesure qui conduit, par orgueil, assurance excessive en soi et mépris ou méconnaissance de l'autre, à affliger et à maltraiter. Ceux qui y cèdent s'exposeront à *Némésis*, la juste colère des dieux. On ne peut s'interdire d'invoquer ces termes, dans la mesure où l'*hubris* de l'hyperpuissance est la cause majeure du chaos actuel. Non point qu'elle soit à l'origine de toutes les contradictions et de toutes les déchirures, nous l'avons déjà souligné, mais en voulant imposer sa loi, de façon unilatérale et le plus souvent en violation du droit international, à un ensemble humain particulièrement complexe, elle a rendu la situation à première vue inextricable.

Il paraît inutile de revenir sur les guerres conduites depuis le 11 septembre 2001, l'invasion de l'Afghanistan, puis celle de l'Irak et enfin le renversement par les armes du régime libyen. On se limitera donc ici à quelques constats. Premièrement, ces guerres ont été voulues par des puissances occidentales, avec l'accord de l'ONU pour la première, mais continûment sous commandement américain, par une « coalition de pays volontaires » et contre la volonté du Conseil de sécurité de l'ONU, pour la deuxième, et, s'agissant de la troisième, par la France et le Royaume-Uni, avec l'assistance décisive des États-Unis et plus généralement de l'**OTAN**, en outrepassant le mandat de l'ONU qui se limitait à la protection de la population de Benghazi menacée par les troupes de Mouammar Kadhafi. Deuxièmement, si la conduite des opérations a varié d'une guerre à l'autre et selon le moment, elles se caractérisaient par l'écrasante supériorité matérielle des puissances occidentales, le recours massif aux moyens aériens (bombardements, hélicoptères et drones), mais aussi aux forces spéciales et aux assassinats ciblés. Troisièmement, après des succès initiaux –le régime des talibans est renversé en cinq semaines, celui de Saddam Hussein en moins de quatre, les opérations en Libye se sont déroulées du 19 mars au 31 octobre 2011, mais avec une présence au sol limitée des coalisés-, elles ont toutes débouché sur des échecs. En 2012 et à la suite de renforts (*surge*) successifs, 130.000 hommes, dont 90.000 Américains, étaient engagés en Afghanistan, sans compter les personnels des sociétés militaires privées, soit davantage qu'au plus fort de l'engagement soviétique et sans que les ennemis désignés ne bénéficient d'une aide extérieure, en dehors du jeu trouble de l'allié pakistanais. En Irak, les renforts décidés avaient porté les effectifs de la coalition à 180.000 en 2008, dont 160.000 Américains. L'échec tient moins à la conduite des opérations qu'au fait qu'une guerre contre-insurrectionnelle est de nature fondamentalement politique. Or, les délires oratoires sur la « transformation » par en haut du Grand Moyen-Orient et du *state building*, la construction d'États « nouveaux » sur les décombres des dictatures et de l'obscurantisme, se sont heurtés à la complexité des sociétés concernées, cependant qu'en Irak, la politique suivie par le consul américain conduisait délibérément à la destruction de l'État. existant, auquel ont été substitués des alignements ethniques, religieux ou sectaires, et qu'en Libye, les tensions

régionales, tribales et politiques ont trouvé libre cours.

D'autres constats peuvent être faits, dès que l'on élargit l'angle de vision. Le premier concerne le droit international et l'instrument créé par la communauté internationale pour le faire prévaloir. Comme le déplorait le président uruguayen, l'ONU ne peut jouer le rôle qui lui a été confié, soit parce qu'on contrevient à ses décisions (Irak), soit parce qu'on détourne ses résolutions (Libye), soit enfin parce que les autorisations qu'elle donne sont mises en œuvre par une fraction seulement de ses membres (Afghanistan). Le dévoiement depuis la guerre du Golfe de 1990-1991 est manifeste, d'autant que l'OTAN redéfinissait simultanément ses missions, étendait son champ d'intervention et se substituait aux missions de maintien de la paix de l'organisation internationale. Effets collatéraux, la « responsabilité de protéger » invoquée par le Conseil de sécurité au début de l'affaire libyenne est désormais passée aux oubliettes et les enquêtes ouvertes par la Cour pénale internationale ne portent que sur des conflits ayant affecté l'Afrique subsaharienne, alors qu'il y aurait beaucoup à redire aux guerres précitées. Ce constat explique les positions de la Russie, de la Chine, mais également d'une série de pays du sud, l'Inde par exemple, qui peuvent avoir le sentiment d'avoir été piégés ou floués.

En deuxième lieu, le chaos dans lequel a été plongé une large partie du monde arabe a permis à certains États et à des dirigeants d'agir pour leur propre compte, ce qui, le plus souvent, n'a fait qu'aggraver la situation et à rendre les problèmes plus inextricables encore. L'Arabie séoudite, dont le rôle à Bahreïn a déjà été évoqué, semble être guidée, comme le prouvent les révélations de *Wikileaks*, par une viscérale opposition à ce qu'elle considère être les ambitions régionales de l'Iran et l'action de ses antennes religieuses, soit l'« arc chiite » constitué par la République islamique, la Syrie et le Hezbollah libanais. Un autre front a été ouvert en mars 2015 avec le lancement au Yémen de l'« opération Tempête décisive », officiellement pour rétablir l'autorité du président Abd Rabo Mansour Hadi, renversé l'année précédente par la rébellion houthiste. Présentée comme le bras armé de Téhéran, au motif que ses membres sont pour la plupart chiites, tout en oubliant que ceux-ci se réclament du zaydisme, qui n'est pas duodécimain et ne reconnaît pas l'autorité du clergé iranien, elle a en vérité des causes sociales, politiques et tribales, application des accords antérieurs, répartition des ressources et des responsabilités dans un pays pauvre, qui fut d'ailleurs dirigé jusqu'en 1962 par une dynastie houthiste. Une coalition sunnite a été formée, à laquelle participent les Émirats et le Qatar, mais le Pakistan, qui avait été sollicité car son armée dispose d'une expérience certaine, a refusé de s'y joindre. Depuis, des milliers de victimes sont à déplorer, les destructions se sont accumulées et une issue militaire reste improbable. L'unité nationale, toujours précaire, est menacée et les bénéficiaires de ces affrontements risquent d'être les groupes islamistes dont la branche locale d'Al-Qaïda est la plus anciennement implantée.

De tous les émirats du Golfe, le Qatar est celui dont les ambitions internationales sont les plus grandes. Le fait qu'il est le 4^{ème} exportateur mondial de gaz naturel et le premier exportateur de gaz liquéfié y contribue, revenus qui lui ont permis de développer sa capitale Doha, d'attirer des expatriés qui forment aujourd'hui 80% de la population totale, main d'œuvre d'Asie méridionale taillable et corvéable à merci pour les travaux pénibles, experts occidentaux pour les mieux rémunérés, de lancer la chaîne *Al Jazeera* en 1996 et d'en faire un média de diffusion internationale trois ans plus tard, de se tailler une réputation mondiale par le financement et l'organisation de manifestations sportives. Il accueille la base aérienne d'Al Udeid, quartier général du **CENTCOM** pour l'avant, laquelle est partagée avec l'aviation britannique. L'émirat est un client apprécié des entreprises occidentales d'armement -11 milliards de dollars en 2014, 24 Rafale et 12 autres en option en 2015-, tout comme il est vrai l'Arabie séoudite (80 milliards d'acquisitions en 2014) et les Émirats (23 milliards). Bien

que le wahhâbisme y soit majoritaire, le Qatar a accordé son soutien aux Frères musulmans d'Égypte, il a été particulièrement actif, y compris sur le plan militaire, dans l'assistance aux groupes islamistes durant la guerre de Libye, il finance et arme plusieurs groupes armés syriens, tout particulièrement le **Jahbat al-Nusra**, filiale locale d'Al-Qaïda.

Des développements plus longs devraient être consacrés à la Turquie qui, par ses moyens militaires, les bases étrangères qu'elle accueille et son contrôle des détroits reliant la mer Égée à la mer Noire, constituait, depuis la formulation de la « doctrine Truman », un point d'appui essentiel des États-Unis et de l'**OTAN** sur le flanc méridional de l'Union soviétique. Elle se tenait à distance des pays arabes et s'inscrivait plutôt dans la stratégie israélienne d'alliances périphériques, aux côtés de l'Iran du shah et de l'Éthiopie du Négus. La fin de la guerre froide, la dissolution de l'URSS, les guerres de Yougoslavie ont élargi son champ d'action, plus sensiblement encore avec l'accession au pouvoir, en 2002, du Parti de la justice et du développement (**AKP**), version nationale des Frères musulmans. Sous le vocable « *zéro problème avec les voisins* » popularisé par le ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoglu, aujourd'hui premier ministre, une diplomatie tous azimuts fut un temps déployée, en direction des Balkans jadis inclus dans l'empire ottoman, de la Russie qui lui fournit 70% de son approvisionnement en hydrocarbures, de l'Asie centrale en partie turcophone et, donnée nouvelle, du Moyen-Orient. D'excellentes relations furent établies avec la Syrie, longtemps suspecte, avec la République islamique d'Iran, en dépit des sanctions internationales auxquelles celle-ci était soumise, et, tout en préservant sa coopération militaire avec Israël, les autorités se déclarèrent sensibles au sort des Palestiniens, du drame gazaoui tout particulièrement. Le « printemps arabe » a considérablement infléchi cette orientation, dans la mesure où il ébranlait les autorités en place dans plusieurs pays, l'Égypte et la Syrie notamment, et où, comme indiqué plus haut, les Frères musulmans en furent, au moins pendant un temps, les principaux bénéficiaires. L'**AKP** étant présenté par les puissances occidentales comme le modèle d'un islamisme « modéré » sur le plan religieux et « conservateur » sur le plan social, la porte s'ouvrait à une autre ambition, prendre la tête de l'islamisme sunnite. Alors que l'actuel président Recep Tayyip Erdogan avait été en 2010 le dernier récipiendaire du prix Mouammar Kadhafi des droits de l'homme, la Turquie tenta de placer ses pions en Libye et apporta son soutien aux groupes entrés dans l'opposition armée au régime syrien. Le pays ne dispose pas des ressources financières que procurent les hydrocarbures, mais il est peuplé, armé, moderne à bien des égards et il ne serait pas illégitime de le voir jouer un rôle actif dans la région, si ses dirigeants actuels n'avaient pas cédé eux aussi à l'hubris, et ne suivaient pas une politique aventuriste et obsédée par la question kurde, exploitant la place du pays dans le dispositif de l'**OTAN**, utilisant le drame des réfugiés comme un instrument de chantage, excitant les dissensions ethniques.

En troisième et dernier lieu, les guerres de la démesure ont donné une ampleur et une extension inédites au djihâdisme. Cela est désormais reconnu par tous les observateurs pour ce qui concerne la guerre libyenne. Non seulement deux groupes aspirant au pouvoir s'opposent depuis les deux extrémités du pays, mais aussi plusieurs zones échappent à l'autorité de l'un comme de l'autre, les brigades constituées durant la guerre restent armées et agissent le plus souvent pour leur compte, l'arsenal considérable du précédent régime n'a pas été contrôlé et nourrit différents trafics. Ces derniers ont approvisionné des bandes déjà présentes dans l'espace sahélo-saharien, issues pour une part du **GIA** algérien et ayant formé Al Qaïda au Maghreb islamique (**AQMI**), puis des dissidences, dont le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'ouest (**MUJAO**) et les *Signataires par le sang*, qui se regrouperont au sein d'*Al-Mourabitoune* – nom arabe de la dynastie rigoriste des Almoravides qui régna de 1040 à 1147 sur le Maroc, l'ouest de l'Algérie et la moitié méridionale de la

péninsule ibérique-, ainsi que des organisations agissant au nom des Touaregs. La Libye, le Niger, le Tchad, le Mali surtout, ainsi que des franges des territoires algérien et tunisien, sont concernés par leurs agissements.

Le 11 septembre 2001, en visant Wall Street, le Pentagone et vraisemblablement le Capitole, c'est-à-dire les symboles et lieux de pouvoir de la puissance américaine, Al-Qaïda entendait frapper de sidération la population –mode opératoire inattendu, lourdes pertes humaines, acteurs armés de simples cutters et déterminés à mourir-, provoquer une violente riposte de l'hyperpuissance qui mobiliserait en retour les musulmans contre l'« ennemi lointain » et ses affidés, l'« ennemi proche », à savoir les régimes arabes apostats et corrompus. Les choses se sont déroulées comme prévu, invasion de l'Afghanistan, puis de l'Irak, guerres dans la population avec ses « dégâts collatéraux » et ses exactions diverses (prison d'Abou Ghraïb, camp de Guantanamo, ratissages, frappes indiscriminées, etc.). La guerre d'Irak a eu des effets plus graves encore que celle d'Afghanistan, puisque les preuves réunies pour la justifier étaient truquées, qu'elle a, comme cela a été déjà indiqué, débouché sur la destruction de l'État., condamné à la déréliction une partie de la population sunnite, parmi lesquels d'anciens militaires, aiguisé les clivages religieux et sectaires. Une filiale d'Al-Qaïda est alors constituée sous le commandement du Jordanien Abou Moussad Al-Zarqaoui, un ancien d'Afghanistan. Elle organisera des attentats en série et s'attaquera aux chiïtes avec la plus extrême violence, au grand dam d'Oussama ben Laden, mais attirera, par sa violence même, un nombre substantiel de volontaires extérieurs. Le décès de Zarqaoui, le 7 juin 2006, sera suivi par la proclamation d'un État islamique en Irak. Plus décisives encore seront l'extension de cet État à une partie de la Syrie et la proclamation du califat, le 29 juin 2014, soit le premier jour du Ramadan, sous l'autorité d'Abou Bakr al-Baghdadi.

Un saut qualitatif était ainsi accompli. Bien que les Frères musulmans et les salafistes d'une manière générale aient pour objectif le rétablissement du califat sur l'ensemble du monde musulman (*dar al-islam* qui inclut l'Espagne et les Balkans), voire à l'échelle universelle, cet objectif reste lointain et a pour préalable la ré-islamisation authentique des croyants. Les choses sont moins claires pour le wahhâbisme de stricte obédience, au sens où son fondateur avait conclu une alliance avec la Maison des Séoud, dont la préoccupation principale est d'ordre patrimoniale, et où il s'agit d'abord, pour ce courant, de devenir hégémonique au sein de l'*oumma*. Cela passe, comme indiqué, par le financement de mosquées et la formation d'imams, par le truchement de riches donateurs séoudiens et d'organisations internationales, la Ligue islamique mondiale, le Conseil mondial suprême des mosquées ou encore l'Organisation internationale du secours islamique. Al-Qaïda, dont le renom tient à son antériorité et à de retentissantes opérations, est pour sa part une marque déposée, qui peut être accordée à des franchises lui ayant prêté allégeance (*bayah*), mais agissant de façon autonome dans leurs circonscriptions respectives, Yémen, Syrie, Maghreb, Somalie, etc. Ni Oussama ben Laden ni son successeur, Ayman al-Zawahiri, ne se sont considérés comme des chefs religieux et n'ont envisagé de proclamer le califat. De fait, celui-ci intègre le pouvoir religieux, le pouvoir politique et le pouvoir judiciaire, avec tous les instruments qui leurs sont associés, ce qui implique le contrôle d'un territoire viable par sa superficie, sa population et ses ressources, en l'occurrence le nord-ouest irakien et l'est syrien, majoritairement sunnites. Il impose sa conception salafiste de l'islam et accomplit son devoir de *takfir* sur ce territoire, qu'il entend élargir à l'ensemble du Levant, en même temps qu'il menace les régimes séoudien et émiratis impies, qu'il cherche à étendre son influence, de l'Afghanistan et du Sinaï jusqu'à la Libye et au Yémen, par l'attraction exercée sur des groupes islamistes existants ou en formant des brigades affiliées. Par la propagande aux techniques étudiées qu'il mène sur la Toile et par son discours eschatologique, il est en mesure d'influencer de jeunes

esprits, aux connaissances religieuses le plus souvent élémentaires ou récemment acquises, auxquels il est proposé de se réaliser dans la servitude à Dieu, l'exécution des impies, la violence guerrière, avec à la clé une solde mensuelle garantie, de possibles promotions internes et quelques satisfactions sexuelles. On peut comprendre que de petits voyous résidant en Europe et s'y sentant relégués, mais également, et par milliers, de jeunes citoyens des pays arabes soient du voyage. Tout schématisme à ce propos est cependant à rejeter, dans la mesure où le recrutement est large, puisqu'on compterait environ 5.000 Russes, autant de Tunisiens et par exemple une cinquantaine de Japonais, et que, forme renouvelée de l'hégire, il a une dimension révolutionnaire. Il reste que le commandement est irakien, que d'anciens officiers de Saddam Hussein lui ont apporté leur expertise et que ses cadres étrangers ont acquis une solide expérience sur de multiples fronts, Afghanistan, Irak, Tchétchénie, etc. Le califat renforce **Daech**, l'organe politique dont il est l'émanation, et en retour, le prestige de **Daech** nourrit les ralliements au califat.

Ouvrir d'autres chemins :

L'attention est aujourd'hui concentrée sur le Levant, non sans raisons. Le chaos est en effet né en Irak et a gagné la Syrie, non que le pouvoir baasiste qui gouverne cette dernière ait été irréprochable et c'est un euphémisme. A l'origine de la situation actuelle, il y eut des protestations de civils qui, dans le mouvement auquel le nom de « printemps arabe » fut donné, présentait cette particularité d'avoir été le fait de couches populaires et de zones rurales, soutiens originels du régime, que le nouveau cours économique avait délaissées. Des citoyens issus d'autres couches sociales s'y sont joints, sans cependant que ces protestations aient énoncé un programme cohérent, mais, en répliquant avec une grande brutalité, le pouvoir a sans conteste envenimé les choses. Deuxième trait particulier, ce mouvement hétérogène s'est rapidement militarisé, à la différence de ce qui s'est passé ailleurs, Libye exceptée, et troisième trait, également partagé avec cette dernière, les puissances occidentales, États-Unis et France en premier lieu, ont très vite adopté une position catégorique, faisant du départ de Bachar el-Assad le préalable à toute solution, comme elles l'avaient fait à propos de Kadhafi. A cela plusieurs raisons : la politique syrienne a rarement été en concordance avec celle de l'Occident, tant à propos de la Palestine et du Liban que de l'Iran, et la Syrie était le seul pays du Moyen-Orient à conserver des relations étroites avec la Russie, qui dispose d'une base navale à Tartous ; l'idée prévalait que le régime s'était en quelque sorte surimposé au pays et que sa seule base consistante se réduisait à la minorité alaouite ; on oubliait ce faisant que l'invasion de l'Irak et les déchirements internes ainsi provoqués avait affecté la Syrie, du fait de la désorganisation des circuits économiques, de l'afflux d'un million de réfugiés, du départ vers l'Irak de volontaires islamistes, des possibilités que la porosité de la frontière et le cousinage religieux pouvaient offrir à la filiale irakienne d'Al-Qaïda. Les experts discutent encore de la naissance du **Jabhat al-Nosra**, le « Front pour la victoire », principale organisation islamiste syrienne ayant fait parler d'elle par les armes, mais ils reconnaissent que ses dirigeants s'étaient formés en Irak et en sont venus. Les différences qui l'opposent à **Daech** viennent de ce que le Front assure ne combattre qu'en Syrie, contre un régime oppresseur des sunnites, qu'il ne parle pas de califat et qu'il a prêté allégeance à Al-Qaïda. Différences stratégiques sans nul doute, à partir d'une même matrice.

On ne saurait dire que la voie diplomatique n'a pas été recherchée, puisqu'une première conférence internationale s'est réunie à Genève en janvier 2012, à l'initiative de l'ONU, laquelle fut bloquée par le préalable concernant le départ de Bachar el-Assad, avant que de reprendre en février 2014, avec une participation étrangère plus large encore et la représentation de plusieurs parties syriennes. Les antagonismes opposant ces dernières et les

désaccords au sein des parties étrangères n'ont pas permis d'aboutir. Les morts, les destructions et les départs en exil n'ont cessé d'augmenter depuis. Entre autres blocages, surdéterminant en partie les autres, la participation éventuelle de l'Iran aux négociations et le rôle qu'il pouvait jouer dans l'application des décisions, d'une part, la prise en compte des positions défendues par la Russie et bien entendu du rôle qui pourrait lui revenir dans le processus, d'autre part. Or, dès lors que l'on pose que ces deux pays forment le nouvel « axe du mal » et que leurs arguments sont subséquemment pervers, il est impossible d'avancer. Sans pour autant inverser les choses et en faire des anges de vertu, on rappellera que la solution ayant permis d'éliminer le stock syrien d'armes chimiques est venue de la Russie et que, contrairement à ce qui se proclame, celle-ci n'a pas systématiquement bloqué les résolutions concernant la Syrie. Plus fondamentalement, elle n'est responsable en rien de l'erreur originelle que constitue l'invasion de l'Irak, puisqu'elle s'y est opposée et qu'en l'occurrence elle n'était pas la seule.

Contre intuitivement, ce sont là certaines des raisons pour lesquelles des lueurs apparaissent qui laissent entrevoir, non pas une issue rapide ni même assurée, mais un chemin possible pour tenter de se dégager du chaos. Il s'agit premièrement de la signature, le 14 juillet 2015, du Plan global d'action conjoint portant sur le nucléaire iranien et la levée progressive des sanctions frappant le République islamique. On ne cherchera pas à analyser ici le contenu de cet accord, pour retenir qu'il a mécontenté les principaux alliés des États-Unis au Proche-Orient, à savoir Israël et l'Arabie séoudite, et qu'il réintroduit *de facto* l'Iran dans la concertation internationale concernant la région. En deuxième lieu, les efforts pour tenter de briser concurremment **Daesh** et le régime syrien ont échoué, échec dont les preuves les plus manifestes ont été le calamiteux programme américain, coûteux par ailleurs, de formation de combattants « convenables » -la cinquantaine de conscrits ont livré leurs armes aux islamistes sans chercher à combattre- et l'inefficacité des frappes aériennes sur certaines cibles du territoire occupé par le califat. On pourrait ajouter, en troisième lieu, les contradictions dans lesquelles se trouve plongés l'Arabie séoudite, le bastion wahhâbite, et par corrélation les émirats du Golfe. Si la première a pu constituer une coalition pour ouvrir un front au Yémen et y réinstaller un régime qui lui serait favorable, elle risque fort de s'y embourber. La monarchie est par ailleurs confrontée à la chute brutale des cours du pétrole, qu'elle a pourtant recherchée en espérant réduire ainsi la concurrence du gaz de schiste. Enfin, Daech remet en cause la légitimité de la Maison des Séoud et celle des monarchies voisines : « Le nom de guerre complet du « calife Ibrahim » affiche de manière offensive sa légitimité : Abou Bakr al-Baghdadi al-Husseini al-Quraishi, soit Abou Bakr al-Siddiq pour le premier calife après le Prophète, al-Baghdadi car le califat résidait à Bagdad, al-Husseini car la dynastie hachémite régnait à la Mecque jusqu'à sa dépossession par Ibn Saoud, et enfin al-Quraishi en référence à la tribu du Prophète » (Jean-François Daguzan : « *Les pays arabes face au terrorisme islamiste : de la révolte à la révolution* », in « Questions internationales », n°75, p.60).

La décision russe d'intervenir militairement en Syrie a surpris de nombreux analystes et donné lieu à des critiques acerbes dans une partie des médias occidentaux, bien qu'elle soit plus justifiée que celles des États-Unis ou de la France au regard du droit international, dans la mesure où elle répondait à la demande des autorités légales. Au-delà du coup de semonce initial –la frappe de 26 missiles de croisière *3M14-T Kaliber* par la flottille de la mer Caspienne-, elle consiste en un déploiement de forces aériennes chargées de pilonner les groupes islamistes combattant le gouvernement et d'aider ainsi son armée à se dégager, puis à reprendre certaines des zones perdues. Les frappes russes sont donc coordonnées à l'action au sol des forces syriennes –soutenues par des volontaires iraniens et des combattants du Hezbollah-, ce que les États-Unis et la France n'étaient pas parvenus à accomplir, à

l'exception notable près de la coopération entre l'organisation armée des Kurdes de Syrie et l'aviation américaine. Il ne faut cependant pas s'attendre à une progression rapide, car les opérations sont menées en zones urbaines, face à des groupes expérimentés à ce type de combat et disposant de positions solidement retranchées. Outre le fait qu'elle a le soutien ou la compréhension de la Chine, des républiques d'Asie centrale, de l'Égypte, de l'Irak ou de l'Inde et qu'une coordination existe avec l'Iran, la Russie entretient à ce propos une intense activité diplomatique auprès des autres États du Moyen-Orient, Arabie séoudite, Jordanie et Israël en particulier, comme le remarquait avec dépit un grand quotidien français du soir.

La leur pourrait être plus vive si, comme le souhaite Moscou, un accord était trouvé avec les pays occidentaux, ce qui suppose que soient levés deux désaccords, le premier portant sur la désignation de l'ennemi –**Daesh** seul ou également le **Jahbat al-Nosra** et les groupes de l'Armée islamique, **Ahrar al-Sham**, **Liwa al-Tawhid**, **Jaysh al-Islam**, etc., le second concernant le sort à réserver au régime syrien. Nous l'avons dit, le départ de Bachar el-Assad a été longtemps un préalable pour les Occidentaux, l'Arabie séoudite, le Qatar ou la Turquie, mais les expériences irakienne et libyenne devraient conduire à s'interroger sur ce qui suivrait la destruction d'un État en l'absence d'une alternative éprouvée. Un processus politique est inévitable, qui devrait inclure les représentants de l'État syrien, des opposants non salafistes et les multiples communautés constituant la Syrie, Kurdes, chrétiens, yézidis...

Un concert international incluant la Russie et l'Iran n'est pas une condition suffisante pour sortir du chaos, mais c'est une condition nécessaire et elle passe par l'acceptation du multilatéralisme. La cause première de la situation présente a été la succession de guerres voulues par un quarteron de pays occidentaux frappés de démesure, ce que le président Obama reconnaît à sa manière lorsqu'il souligne qu'il conviendrait de « ne plus faire trop de bêtises ». C'est là la raison pour laquelle son administration rechigne à accroître le niveau de son intervention militaire, en mettant notamment des hommes au sol, quitte à sous-estimer la gravité des problèmes et à s'exposer aux critiques des Républicains et de certains milieux étrangers qui voient dans cette prudence un « facteur d'incertitudes ». Plus largement, la « doctrine Obama » souhaiterait mettre un terme aux engagements militaires dans le Grand Moyen-Orient pour pouvoir accorder une attention plus grande à d'autres régions du monde, l'Asie-Pacifique en premier lieu, à la conclusion d'accords transcontinentaux de libre-échange, à la restauration des bases nationales de la puissance. Le maintien de la prépondérance américaine reste l'objectif principal, y compris sur le plan militaire, en dépit des contraintes budgétaires, et il ne faut pas s'en étonner. Le point est de savoir si cela est compatible avec le nécessaire abandon de l'unilatéralisme, ou de la concertation réduite à l'**OTAN**, et d'accepter des approches multilatérales aux problèmes de notre temps. Cela implique la prise en compte réelle des intérêts et des propositions des autres, le soutien effectif aux actions de l'ONU, par exemple pour trouver des réponses aux incertitudes libyennes ou yéménites. Cela suppose enfin que la ci-devant hyperpuissance se libère du chantage qu'exercent sur elle certains de ses protégés, Israël, l'Arabie séoudite et la Turquie en particulier. Une telle approche pourrait être également fructueuse à propos de l'Afghanistan dont tous les voisins participent à l'**OCS**, l'Organisation de coopération de Shanghai.

La situation dans l'Afrique des Grands Lacs : ni paix ni guerre

Pierre-Paul DIKA
Docteur en Droit public
Enseignant Chargé de Cours, FSJP, Université de Ngaoundéré, Cameroun

Cette région d'Afrique située entre l'Afrique centrale et de l'Est est un espace géographique qu'il n'est pas facile de circonscrire⁷. En effet, l'expression « Afrique des Grands Lacs » a été de prime abord utilisée par les explorateurs comme les anglais Richard Francis Burton (1821-1890) et John Rowlands Morton Stanley (1841-1904), venus à la recherche des sources du Nil. Cette expression a ensuite disparu au profit de celle « d'Afrique interlacustre », traduction d'une expression allemande. Ce Terme désignait en image aquatique, assez éloignée de la réalité géographique de cette région dominée par la montagne.

Le terme « Afrique des Grands Lacs » a refait surface en 1979 à la faveur d'un colloque organisé à Bujumbura (capitale du Burundi), consacré à la « civilisation ancienne des peuples des Grands Lacs », et désignant un ensemble composé de la Tanzanie, l'Ouganda, le RDC (République démocratique du Congo, ex-Zaïre), le Burundi et le Rwanda.

Notons que sur le plan, politique, ce colloque avait été tenu trois années après la création de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) le 20 septembre 1976 à Gisenyi (ville frontière entre la RDC et le Rwanda), en l'occurrence composé de trois pays, le Burundi, le Zaïre (ancienne appellation de la RDC), et le Rwanda. Avec la mise en place de la CIRGL (Conférence internationale sur la région des Grands Lacs) dont l'inauguration officielle de secrétariat exécutif s'est tenue à Bujumbura en mai 2007, cette région s'est politiquement étendue à douze États que sont l'Angola, le Burundi, le Congo Brazzaville, la RDC, la RCA, l'Ouganda, le Rwanda, le Kenya, la Tanzanie, la Zambie et le Soudan.

Depuis plus de cinquante années, cette région est sans contexte meurtrie et martyrisée. Elle a en effet, depuis la décolonisation, elle a connu purification ethnique et génocide au cours des décennies 1960, 1970 et 1990, guerres régionales et nouvelles guerres civiles dès la décennie 1990. Les victimes de ces atrocités se comptent par millions. S'ajoute à ce tableau funeste les populations en déshérence, soumises à l'exil, les déplacements forcés, la faim, la misère, la violation des droits fondamentaux et la mauvaise gouvernance.

Nous nous limiterons dans notre étude à trois pays que sont la RDC, le Burundi et le Rwanda et ce pour plusieurs raisons. La première est la grande proximité culturelle et linguistique. Les langues parlées par les habitants de cet ensemble appartiennent à une sous-famille des langues bantoues que sont notamment le kirundi (Burundi), le kinyarwanda (Rwanda). La seconde, qui découle de la première est que l'ethnie est devenue un facteur de déchirement et correspond à un phénomène social héréditaire (éleveurs contre agriculteurs). Le dévoiement de cette conception a laissé la place à un « sentiment catégorial racial »⁸ qui s'est rapidement cristallisé. La troisième raison est que ces États servent de repères de base qui rendent compte des formes d'expression de la violence, des différents acteurs (Groupes ethniques, groupes d'intérêt politique, États notamment), de leurs motivations, des mécanismes et des différents réseaux transfrontaliers qui ont mondialisé cette crise.

Par ailleurs, la division entre francophones et anglophones a marqué la région. En effet, le Burundi et le Rwanda ont été des colonies allemandes puis belges, la RDC après avoir été une possession de roi belge Léopold II, a été par la suite une colonie belge. Ces trois pays ont une histoire post coloniale (depuis les indépendances des années 1960) marquée par des déchirements et tensions. Rappelons pour le Burundi les massacres de 1972, l'élection puis l'assassinat de Melchior Ndadaye en 1993, l'alternance politique pacifique hutu/ tutsi de

7

8

Pierre Buyoya et Domitien Ndayizeye résultant d'accords de paix après 2000 et l'élection de Pierre Nkurunziza en août 2005 aujourd'hui empêtré dans une crise politique. Pour ce qui est de la RDC, signalons l'assassinat de Patrice Lumumba en 1961, la longue dictature de Mobutu (1965-1997), la première guerre du Congo en 1998, (qui a évincé Mobutu du Pouvoir)⁹ et la deuxième guerre (1998-2002). Pour ce qui est du Rwanda, citons l'exil des tutsis, les républiques hutus de Grégoire Kayinbanda et Juvenal Habyarimana, le génocide de 1994 et la gouvernance de Paul Kagame, l'actuel Président du pays.

De ce qui précède, cette région (circonscrite aux trois pays cités dans note étude) constitue ainsi depuis plus de cinquante ans le ventre mou de l'Afrique de par son instabilité chronique.

Notre analyse portera d'une part sur la situation actuelle (l'état des lieux) d'une part (I) et sur les perspectives (ou tentatives de solution de règlement des tensions aussi bien par les États que par les organisations internationales que sont l'ONU, l'UA et la CIRGL) d'autre part(II).

L'état des lieux

Cet état des lieux ne peut faire l'économie des causes profondes et des implications

A) Des causes multiformes

Depuis une vingtaine d'années, la violence s'est exacerbée dans cette région d'Afrique précédée ou accompagnée de renversements inédits de pouvoirs. Nous pouvons citer les coups d'États au Rwanda et au Burundi suivis d'assassinats de chefs d'États notamment celui du Rwanda¹⁰, facteur déclencheur du génocide tutsi en 1994. Pour ce qui est de la RDC, une guérilla conduite par l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo) alliée à des éléments rwandais et ougandais dès le milieu de l'année 1996 et un renversement du pouvoir laquelle s'est accompagnée de massacres des populations rwandaises hutu en errance dans le pays depuis 1996. Cette guérilla a conduit à une invasion du pays par des troupes étrangères à partir de septembre 1996 entraînant la première guerre du Congo. Ces bouleversements ont traumatisé cette région d'Afrique et aujourd'hui encore des interrogations sur la possibilité d'une dynamique de paix se font jour.

Les acteurs de ce conflit que l'on nommera acteurs primaires par opposition aux acteurs secondaires et tertiaires¹¹ sont multiples et nous citerons pour sur les États touchés, les groupes ethniques, les groupes armés (AFDL, APR, RCD, Mayi-Mayi), les partis politiques.

Les mobiles d'implication dans ces conflits sont divers et complexes et sont à lier à l'engagement politique instrumental et sentimental de la population. En effet les contextes politiques, économiques et sociaux endogènes tiennent une place importante dans l'éclosion des violences. Les mobiles d'implication sont divers et concernent les intérêts socio-économiques, politiques, communautaires (ethniques) ou institutionnels¹². Au regard des trois pays faisant l'objet de notre étude, plusieurs combinaisons de relations peuvent être mises en exergue : ethnicité et classe, classe et politique, ethnicité et politique et enfin économie et politique, pour ne citer que ces exemples.

De l'analyse des combinaisons, apparaît l'importance du facteur politique qui a été l'élément central. En effet les révoltes, les mouvements générés pour cause d'insatisfaction économique ou communautaire ont été orchestrés par des dirigeants des groupes pour leur donner une formulation politique instaurant dès lors la violence en expression politique. Au

9 Traduite par une invasion des troupes armées étrangères, parties du Kivu (Est de la RDC en 1996) composée du Rwanda et de l'Ouganda en aide à Laurent Désiré Kabila, père de l'actuel Président Joseph Kabila.

10 Juvenal Habyarimana en l'occurrence.

11 Nous étudierons ces acteurs dans la seconde partie de notre étude.

12 Cyril Musila, « Instrumentalisation des conflits de paix dans la région des Grands Lacs, 2000. http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-33_fr.html. (consulté le 03 décembre 2015).

Rwanda et au Burundi, les conflits ont d'abord eu une base communautaire avant de voir l'intervention de l'État afin de rétablir une situation de non guerre. En RDC (ex-Zaïre), le pays a accumulé des handicaps (que sont le parti unique militarisé, un régime dictatorial, une conférence nationale mal achevée, des élections toujours repoussées pour ne citer que ces exemples) qui rendaient la violence et la contre-violence inévitables. L'État a instauré la violence en stratégie politique envers sa propre population et envers les opposants. La population a répondu par une violence populaire caractérisée par des émeutes et des pillages, des conflits interethniques et la guerre civile déclenchée de l'Est du pays par l'AFDL.

Le point commun entre ces trois pays est que dans tous les cas, le rôle de la jeunesse urbaine sera déterminant dans l'évolution des violences. S'estimant victimes du système en place¹³ les jeunes ont été des acteurs clés des conflits.

Ces mobiles d'implication sont en lien avec les mécanismes et l'instrumentalisation socio-politique des conflits. Citons de prime abord les « saignées démographiques »¹⁴ par l'exil et les massacres. Après les indépendances des années 1960, l'exil, les bannissements du territoire, les départs et retours massifs de réfugiés, les épurations ethniques sont monnaie courante. Le cas rwandais illustre ce fait puisque les hutus et les tutsis se succèdent au pouvoir par les armes, l'arrivée au pouvoir des uns poussant les autres à l'exil en RCD, au Burundi ou en Ouganda.¹⁵ Citons ensuite les alliances internes et externes et les appartenances politiques qui suivent deux logiques¹⁶ communes aux trois pays. La première serait une entente entre les hommes forts du moment des trois États pour asseoir leur pouvoir et celui de leurs groupes d'appartenance que sont l'armée, le parti, l'ethnie pour ne citer que ces exemples). Ces ententes sont scellées par des institutions politiques de coopération entre les signataires.¹⁷ La seconde, par le biais du binôme hutu-tutsi, met face à face l'élite politico-militaire et ses populations dont les extrémistes jouent un rôle clé. En effet, l'élite (diplômés) qui instrumentalise ce binôme théorise l'antagonisme afin de créer une division des opinions publiques de sorte que leur adhésion et l'acquisition des alliances se tissent en fonction de la séparation des deux ethnies.

Au final, le peuple engagé et victime de cette manipulation attendrait en retour des avantages promis que sont la terre pour l'élevage et l'agriculture. Du côté de la RDC, les conflits avec les voisins des Grands Lacs se sont nourris de l'usage de la nationalité. L'afflux des réfugiés rwandais aux frontières du Zaïre en 1996 (aujourd'hui RDC) a créé un climat de violence dans les régions frontalières rwando-congolaises¹⁸. La création de la peur comme impératif d'une économie de la violence¹⁹. Ces données attestent du caractère dynamique des conflits malgré des tentatives de résolution par des négociations de cessez-le-feu.

En effet, dans ces trois pays, des efforts de pacification ont été entrepris dans les années 1990. Seul celui du Rwanda a donné lieu à des accords de paix, ce ne fut pas le cas pour le Burundi et le Zaïre (actuel RDC). Au Rwanda, la signature des accords d'Arusha (Tanzanie) du 4 août 1993 destiné à mettre un terme à trois années de guerre par la mise sur pied d'une nouvelle armée dans laquelle seraient repris des soldats de l'armée gouvernementale et du FPR. Mais la présence de l'UNAMIR²⁰ n'a pas pu empêcher le génocide de 1994. Au Burundi, l'ONU n'a pas créé de force de maintien de la paix pour trouver une solution à la crise armée. Pour ce qui est du Zaïre enfin, malgré les appels des autorités à une

13 Chômage, corruption, déscolarisation, échecs scolaires.

14 L'expression est de C. Musila, *ibid.*

15 Ces exils et massacres sont selon C. Musila des mécanismes poursuivant des objectifs que sont l'élimination physique des ennemis du champs politique et du territoire.

16 C. Musila, *op.cit.*,

17 Le cas de la CEPGL est à noter.

18 Violences contre l'écosystème, contre le gouvernement rwandais et contre-violence rwandaise.

19 La marche victorieuse de l'AFDL vers Kinshasa (de septembre 1996 à mai 1997) s'est inspirée de l'avancée du FPR rwandais en 1994.

20 United Nations Assistance Mission for Rwanda.

intervention d'une force d'interposition avant le déclenchement de la rébellion en 1996 pour superviser le retour des réfugiés rwandais, ni l'ONU et encore moins l'OUA n'ont envisagé l'envoi de cette force. Seule l'Afrique du Sud de Nelson Mandela se proposa de mener de mener les négociations entre le gouvernement de Mobutu et l'AFDL, ces dernières échouèrent parce que l'AFDL boudèrent la dernière table des négociations en mai 1997.

Au final nous pouvons mettre en lumière deux principales causes des conflits dans la région des Grands Lacs. La première est la dynamique frontalière mal organisée ou mal exploitée. En effet, ces causes sont à trouver aussi bien dans les États qui la composent que dans la région elle-même. Pour ce qui est des États, citons les clivages ethniques, l'aggravation des problèmes fonciers, l'affaiblissement de la cohésion interne, la répartition inégale des richesses et des chances et le contrôle des matières premières²¹. Au niveau de la région, citons l'espace géographique des trois États faisant l'objet de notre étude (RDC, Burundi, Rwanda), qui est un véritable épice des conflits, l'existence de liens historiques ethniques et culturels, sociaux et politiques étroits entre ces peuples, la porosité des frontières, les mouvements forcés de population (réfugiés et déplacés à l'intérieur du pays²² faisant des frontières des couloirs de transmission des conflits, et enfin se constitue une sorte de guerre transnationale ou se trouvent impliqués les États, les groupes armés, des marchés de syndicats de crime pour ne citer que ces cas.²³ La seconde cause est la mauvaise gouvernance politique et économique. La crise quasi perpétuelle dans cette région d'Afrique est perçue comme la conséquence d'une accumulation de problèmes complexes et interdépendants comme la mauvaise gouvernance, l'absence de démocratie, les politiques d'exclusion, la violation des droits fondamentaux, la corruption et la misère²⁴. Du fait des potentialités naturelles qu'elle regorge, cette région attire des convoitises conduisant à de nombreux réseaux illégaux liés à l'exploitation et au commerce illégal des minerais.²⁵ Force est de constater que des multinationales étrangères s'approvisionnent auprès d'opérateurs économiques établis dans des sites miniers à travers des réseaux mafieux.

L'appauvrissement des populations est une autre source d'inquiétude. En effet, ces pays ont un indice de développement humain très bas (exception faite du Rwanda aujourd'hui) et les populations souffrent de frustration laquelle est source de tensions sociales. L'échec de politiques de développement, la marginalisation de la majorité de la population, la destruction des infrastructures économiques et sociales par les conflits armés ont réduit l'accès que services sociaux de base. Ces données ont fragilisé les fondements économiques du développement urbain, faisant des populations démunies les proies faciles des manipulations des politiciens, parfois même des mouvements rebelles. Enfin l'absence de moyens de transport et de communication crée des zones de non droit dans lesquelles des seigneurs de guerre circulent librement²⁶ et où se commettent des atrocités de toute sorte.

Les implications de ces conflits dans les Grands Lacs sont économiques, sociales et politiques

B) De multiples implications

A l'instar des causes, les implications sont de multiples ordres, sociaux, économiques et politiques. Au regard des implications sociales, notons une déstructuration des équilibres. Les victimes

21 La RDC est l'un des premiers pays producteurs de matières premières au monde.

22 Le cas de la RDC est à cet effet notable, puisque 429 000 réfugiés de ce pays vivent au Burundi, en Ouganda, au Rwanda et en Tanzanie. Plus de 2,6 millions de personnes sont déplacés à l'intérieur de ce pays

23 Lire pour cette première cause Roger Nsibula, Chargé de programmes CIRGL « Le conflit de la région des Grands Lacs : Les causes, implications sociales, économiques et politiques et le perspectives », mars 2013 ; http://www.cafrad.org/Workshops/Ouagadougou25-27_03_13/Nsibula.pdf. (consulté le 02 décembre 2015).

24 Analyse de Roger Nsibula, idem.

25 L'on peut se demander si la richesse du sous sol de l'Est de la RDC sera toujours source de convoitise, de conflits et de trafics de toute sorte.

26 Joseph Kony et son mouvement, les May May, le M23, le Conseil National pour la défense du peuple, pour ce citer que ces exemples.

de combat, les personnes vulnérables (notamment les femmes et les enfants) les réfugiés et les déplacés internes, constituent une réalité frappante. Ces personnes sont victimes de traitements inhumains, les massacres, génocides et violences sexuelles étant légion.

En effet, cette région d'Afrique a été et le reste encore, marquée depuis deux décennies par des massacres ayant occasionné plus de 800 000 morts au Rwanda, 300 000 morts au Burundi et plus de 5 000 000 en RDC²⁷. Pour ce qui est de la RDC, les populations, fuyant les combats se réfugient dans les forêts, cohabitant avec les prédateurs naturels, dans une sous alimentation et un environnement porté à la destruction. Si le nombre de réfugiés répartis dans les États de la région reste stable, il reste important puisqu'il était de 908 000 en 2012²⁸.

Les violences sexuelles de masse basées sur le genre sont aussi une caractéristique de cette région, aussi bien en milieu urbain que rural. Cette pratique est à l'origine de la recrudescence du VIH dans la région. Cet état de chose a un impact important sur le système éducatif. En effet, la qualité se dégrade, et la fuite des cerveaux vers les pays stables devient une réalité. Ainsi, les conditions d'une structuration sociale propice à la guerre sont posées puisque les adultes et les enfants vivants dans les camps de réfugiés ou de déplacés se retrouvent démunies, sans emploi et par là constituent un réservoir de main d'œuvre pour des activités illégales comme le banditisme et les groupes rebelles.

Les implications économiques sont le reflet des implications sociales. En effet, la dégradation des infrastructures et de l'outil de production est la conséquence logique des conflits. Les centrales électriques, les réseaux de transport et de communication, les écoles et les équipements sanitaires constituent la triste réalité. L'urgence dans la réhabilitation de ces infrastructures doit ainsi devenir la priorité des États, notamment en RDC, le pays le plus vaste et le plus peuplé des trois pays des Grands Lacs objets de notre étude. En conséquence, le climat des affaires devient négatif, les recettes fiscales s'amenuisent et ces États sont contraints de les transférer vers le secteur militaire. La dégradation du secteur économique a aussi pour conséquence la criminalisation des économies et l'irruption d'économies parallèles. En effet, en RDC notamment, et ce à cause notamment de la richesse de son sous sol, et la grande étendue du territoire²⁹ des secteurs économiques échappent au contrôle de l'État. Aussi, les alliances criminelles entre négociants, marchands d'armes, entreprises privées, représentants des pouvoirs publics, implication des militaires dans la vente d'armes de guerre sont légion. Du fait de la porosité des frontières, des opérateurs économiques issus de pays voisins de la RDC (Ouganda, Rwanda, Burundi) sont ainsi impliqués dans ces activités³⁰.

Les implications politiques sont aussi liées aux deux premières. En effet, comme stipulé plus haut, la crise de développement qui sévit dans cette région est liée à la crise politique. Cet état de fait explique le retour sans cesse cyclique de la violence³¹. Du fait de leur nature³², leur échelle³³, leur durée³⁴ ces conflits ont à juste titre compromis la stabilité nationale (un peu moins au Rwanda), et surtout régionale qui est indispensable à l'intégration économique. En conséquence, les relations entre les États concernés ne sont pas toujours

27 Chiffres tirés de R. Nsibula, op.cit.,

28 Chiffres du PAM. Notons aussi que selon le HCR, si on prend en compte l'Afrique centrale suite à la tension au Nord est du Nigéria et à la crise centrafricaine, on dénombre en 2015 près de 5 millions de réfugiés et de déplacés internes dans ces deux régions.

29 C'est l'un des plus grands pays d'Afrique avec une superficie de 2 344 860 km². L'éloignement de Kinshasa (la capitale) de l'Est du pays (Nord Sud Kivu notamment, le mauvais état ou l'absence de routes sont des facteurs naturels non négligeables.

30 La tension entre La RDC et le Rwanda est permanente du fait des réfugiés de deux pays, et du fait aussi de l'implication du Rwanda dans les deux guerres du Congo.

31 Les vingt dernières années sont en effet les plus violentes. Les troubles actuels au Burundi ont une origine politique.

32 Politique,

33 Régionale

34 Quasi permanente

au beau fixe³⁵.

A bien y voir, selon R. Nsibula ces conflits sont « à la fois la cause et la conséquence du fait que les États n'offrent pas l'environnement nécessaire à l'épanouissement de la démocratie participative et de la bonne gouvernance ³⁶». Cela se traduit notamment par l'exclusion de candidats pour des motifs ethniques, et par ricochet par la remise en cause de la légitimité des leaders politiques par des mouvements d'opposition, et c'est le cas depuis quelques années dans les trois pays cités³⁷.

Malgré cette situation tendue, des tentatives de solutions politiques sociales et économiques ont été initiées.

Des tentatives de solutions politiques, économiques est sociales

La résolution des conflits qui minent cette région depuis plus de deux décennies doit prendre en compte les aspects politiques, économiques et sociaux. Une attention particulière sera de prime abord portée sur les différents acteurs (A) de ce conflit avant de mettre en lumière les initiatives aussi bien nationales, régionales qu'internationales (B)

1) De multiples acteurs

La nature multidimensionnelle du conflit met à jour trois types catégories d'acteurs.

La première, qui correspond aux acteurs primaires, rassemble les parties dont les intérêts dans la situation de conflit sont contradictoires. Ces acteurs sont directement concernés par le conflit et leur engagement est pour sûr partisan. Nous pouvons citer les États touchés, les groupes ethniques (hutu, tutsis), les groupes armés comme le CNDP³⁸ (Congrès national pour la défense du peuple (RDC), le FDLR³⁹, l'APR, l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo)⁴⁰, RCD, les Mayi Mayi, le M23 (proclamé le 6 mai 2012), les partis politiques, pour ne citer que ces exemples.

La seconde correspond aux acteurs qualifiés de secondaire. On y inclut les parties qui ne sont pas directement concernées par le conflit mais qui ont un intérêt direct dans l'issue du conflit et qui sont par ce biais partisans. Ce sont les voisins régionaux, lesquels sont de nouvelles puissances militaires émergentes comme l'Ouganda, confirmées comme l'Afrique du Sud, l'Angola, et dans une certaine mesure le Soudan. Ces partenaires sont dans des jeux d'alliance (l'Ouganda a soutenu l'avancée de l'AFDL en 1996 et 1997), l'Afrique du Sud étant la puissance négociatrice (notamment entre le pouvoir de Mobutu et l'AFDL de L. Kabila, père de l'actuel Président de la RDC), l'Angola à l'occasion de la seconde guerre du Congo (1998-2002). Ces acteurs ont été partenaires (Ouganda et Rwanda en 1996-1997), alliés, (Angola et RDC pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2002), et négociatrices (L'Afrique du Sud de Mandela en 1997 et celle de T. Mbeki en 2002 de par l'accord de Sun city pour la RDC.

La troisième et dernière catégorie correspond aux acteurs qualifiés de tertiaires. Cette classification distingue trois types d'acteurs. Le premier a trait aux tiers qui observent avec résignation et ne veulent pas être impliqués dans le conflit. Mais ces derniers subissent les

35 L'exemple congolo-rwandais en est l'illustration.

36 R. Nsibula, op.cit.,

37 La réforme constitutionnelle prévue en RDC a été abandonnée suite aux protestations des populations, la tension actuelle au Burundi suite au troisième mandat de P. Nkurunziza contrairement à ce que prévoit la constitution (le Président arguant que son premier mandat résultait de l'Assemblée nationale et pas d'une élection) et au Rwanda, la réforme constitutionnelle permettra au Président P. Kagame de rester au pouvoir jusqu'en 2035

38 Opérationnel en 2004 lors de son attaque sur Bukavu, Est de la RDC

39 Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda, encore en activité.

40 Qui a conduit la chute de Mobutu le 17 mai 1997.

conséquences négatives du conflit comme l'exode des réfugiés (Le Congo Brazzaville accueille 23 200 réfugiés de RDC, les réfugiés originaires de RDC sont présent au Burundi-57 700-, au Rwanda-74 000-, et en Tanzanie-55 400), l'interruption des relations commerciales et le contre coup des sanctions économiques (cas des pays d'Afrique de l'Est membres de la CEPGL comme le Kenya, la Zambie et la Tanzanie notamment pendant le génocide rwandais de 1994). Le second type d'acteurs correspond aux tiers non intéressés et non impliqués qui désirent se maintenir à l'écart. Ce sont notamment les États des autres régions d'Afrique comme la CEDEAO, voire quelques États de l'Afrique centrale membres de la CEMAC et l'Afrique du Nord notamment. Le troisième type d'acteur correspond aux tiers qui s'impliquent activement dans la résolution du conflit⁴¹. Ces acteurs sont qualifiés d'indirects et sont investis du rôle de garde fous, sont supposés faire preuve de neutralité et rétablir la paix par la médiation. C'est le cas notamment de la Communauté internationale, l'ONU et ses missions et institutions spécialisés (notamment le HCR pour ce qui est des réfugiés), les ONG des pays occidentaux. Vient ensuite la Troïka occidentale que sont les États-Unis, la France et la Belgique impliqués du fait, notamment pour les deux pays européens, de leur histoire coloniale et du fait aussi et cela vaut pour les États-Unis de leur statut de bailleur de fonds des États de la région. Leur statut de puissance et leur rôle financier et technique les oblige à s'interposer voire à s'impliquer. L'Afrique du Sud, première puissance régionale et militaire d'Afrique joue aussi un grand rôle de médiateur du fait notamment de son expérience nationale et de sa politique étrangère. Le pays s'est posé en médiateur lors de la première guerre du Congo (1996-1997), a joué un rôle au regard de la RDC avec l'accord de 2002 sur son sol à Sun city et, sous la présidence de N. Mandela s'est impliquée au Burundi. Enfin force est aussi de mentionner les organes régionaux à l'instar de la CIRGL et de l'UA.

Nombreux sont ces acteurs qui se sont impliqués dans des tentatives de résolution de la crise qui secoue cette région depuis plus de vingt années.

2) De multiples tentatives de résolution du conflit

Plusieurs acteurs se sont impliqués dans la tentative de résolution, à commencer par les premiers concernés, les États qui sont des acteurs primaires et les organisations internationales qui correspondent aux acteurs tertiaires.

Les États, premiers concernés ont esquissé des tentatives de solution au travers en premier lieu de la consolidation constitutionnelle. En effet, des élections générales voire présidentielles uniquement, se sont tenues respectivement en 2005, 2010 et 2015⁴² au Burundi, en 2003 et en 2010 au Rwanda, en 2006 et en 2011 en RDC. Ces élections ont marqué la fin de la transition pour ces pays traumatisés par des conflits internes et ont été un socle de départ pour la paix institutionnelle,⁴³ et des avancées sociales. En effet, les trois États ont accru leur capacité à délivrer des services essentiels à leurs populations⁴⁴ et ce manière diverse. Selon l'institut de sondage Gallup, le Rwanda s'est classé premier au monde sur 148 pays en 2012 avec 92% des citoyens qui se sentent en sécurité, la RDC quant à elle s'est classée 143ème avec 32% de ses citoyens qui se sentent en sécurité. La Burundi quant à lui s'est classé au milieu de la liste avec 65% de citoyens se sentant en

41 Ces derniers ont été un peu lents à la détente pendant les massacres de 1994 au Rwanda.

42 Cette dernière ayant donné lieu à des contestations nationales et internationales du fait de la candidature et de la participation au scrutin de l'actuel Président, Nkurunziza, déclaré vainqueur.

43 Cette année 2015 a été marquée par des contestations populaires en RDC et au Burundi inhérentes aux élections présidentielles à venir (en RDC) et passées (scrutin de fin juillet fortement contesté par l'opposition et une partie de la Communauté internationale au Burundi).

44 Paix et sécurité humaine notamment, thèse développée par Privat Rutazibwa, « Paix et sécurité dans la région des Grands Lacs : le défi ignoré », 28 juin 2013, disponible à l'adresse suivante : <https://umuvugizi.wordpress.com/2013/06/28/paix-8887662332/> (consulté le 02 décembre 2015).

sécurité. Au regard de l'accès à la nourriture et au logement, selon la même enquête, le Burundi et la RDC se classaient respectivement à la 143ème et 142ème place avec 68% et 67% de la population n'ayant pas les moyens de satisfaire ces besoins⁴⁵. Des trois États, seul le Rwanda reste le mieux loti, puisque le pays apparaît encore à la deuxième place derrière Singapour avec un indice réduit (12%) de perception de la corruption du gouvernement par les citoyens. Le PNUD, dans son rapport sur le développement humain, classe le Rwanda 166ème, le Burundi 185ème et la RDC 187ème sur 187 États sur son indice de développement humain. Cet indice est en effet bâti sur trois dimensions que sont la santé, l'éducation et le niveau de vie. Pour ce qui est des revenus, 76,8% des rwandais vivaient avec moins de 1,25 dollar par jour, 81% des burundais et 59,2% des congolais étant dans ce cas. Au regard du PNB par habitant, celui du Rwanda était de 570 dollars, celui du Burundi de 250 dollars celui de la RDC de 190 dollars. Au regard enfin du ratio de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté, le Rwanda arrive encore en tête du trio puisqu'il est de 44,9% en 2011, le Burundi en seconde position avec 66,9% en 2006, et la RDC en dernière position avec 71,3% en 2006.

Les États se sont aussi engagés dans des concertations bilatérales sur le plan de la paix et de la sécurité. Entre la RDC et le Rwanda, la signature des accords de Lusaka le 10 juillet 1999 et de Pretoria du 30 juillet 2002 a en effet conduit au désengagement total du Rwanda suite à la deuxième guerre du Congo (1998-2002), par notamment le retrait du dernier soldat rwandais du territoire congolais le 05 octobre 2002. Par ailleurs, les deux pays ont conclu des accords qui se sont soldés par des opérations conjointes à l'instar notamment de celle portant le nom de code « Umoja Wetu » (notre unité) qui s'est déroulée du 20 au 25 février 2009 sur le territoire de la RDC pour neutraliser les FDLR rwandais. Ce rapprochement a aussi porté ses fruits le 22 janvier 2009, quand Laurent NKunda, commandant de la CNDP (groupe armé congolais qui lutte selon son chef pour la justice dans le pays)⁴⁶ est arrêté sur le sol rwandais par l'armée rwandaise. Ce rapprochement militaire entre les deux pays s'est accompagné d'avancées sur le plan diplomatique avec la nomination d'un nouvel ambassadeur rwandais à Kinshasa (capitale de la RDC) en mai 2009, Kinshasa nommant son ambassadeur à Kigali (capitale du Rwanda) peu après.

Ces traumatismes dont souffre cette région ont amené tout naturellement de voir le rétablissement de la paix et de la sécurité sous dans une dimension régionale. Si ce fut le cas avec les trois États objets de notre étude. La Communauté internationale (ONU, UA) et plus spécifiquement la CIRGL par des initiatives ont tenté de trouver des solutions durables à ce conflit.

Au regard des initiatives de l'ONU et de l'UA, ces dernières au début des années 1993 ont fait preuve de grande mollesse, l'ONU étant distante et l'OUA qui a précédé l'UA souffrant de manque de moyens tant financiers que militaires⁴⁷. Cette passivité a entraîné dans les trois pays des guerres, 1993 au Burundi, 1994 au Rwanda (génocide) et en 1996 l'avancée de l'ADFL au Congo (Zaïre à l'époque) qui a entraîné la chute du régime de Mobutu. Ces organisations ont depuis changé leur fusil d'épaule.

Signalons la signature à Addis Abeba (Éthiopie) le 24 février 2013 d'un accord cadre pour la paix conclus sous les auspices de l'ONU, la Commission de l'UA la SADC et la CIRGL garants de son application. Cet accord visait la RDC et sa région et engage les autorités de la RDC à reformer leurs forces de sécurité afin de réaffirmer l'autorité de l'État à l'Est du pays, ainsi qu'à mener des réformes constitutionnelles de fond. Les pays de la région

45 Chiffres tirés de P. Rutazibwa, op.cit.,

46 La RDC, pays vaste, est engluée dans dynamique de guerre et paix dans le Nord et le sud Kivu, avec le CNDP devenu le M23, groupes avec lesquels toutes les initiatives (paix et intégration dans l'armée nationale congolaise – les FARDC- n'ont pas eu le succès escompté. L'Est du pays, région riche en matières premières, est une vraie poudrière en atteste la présence de la MONUSCO (Mission des Nations unies pour la stabilisation du Congo).

47 L'OUA, pour ce qui est du Burundi simplement œuvré à la création de la MIPROBU (Mission internationale de protection et d'observation pour le rétablissement de la confiance au Burundi) qui a été victime de la faiblesse de ses moyens et du scepticisme des burundais peu enclins à accepter un force étrangère sur leur sol.

s'engagent de leur côté à respecter la souveraineté.

L'implication ferme des Nations unies en vue d'une résolution de la crise des Grands Lacs date de 2000. En effet, le Conseil de Sécurité de l'ONU, par les résolutions 1291 et 1304 a appelé à la tenue d'une Conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs (CIRGL). Cette conférence fut établie la même année conjointement par le Secrétariat des Nations unies et l'Union africaine à Nairobi au Kenya. Le 20 novembre 2004, les onze chefs d'État et de Gouvernement des États membres ont adopté à l'unanimité la déclaration sur la paix la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs à Dar es Salam (Tanzanie).

L'UA, surtout préoccupée par la crise actuelle qui secoue le Burundi, à l'instar des Nations unies s'est impliqué dans la voie de la paix et de la stabilité dans cette région au travers notamment de la nomination en 2015 du sénégalais Ibrahim Fall⁴⁸ comme envoyé spécial dans la région des Grands Lacs. Notons aussi, toujours sur le Burundi, la résolution du Conseil de paix et de sécurité de l'UA adoptée en sa 515ème réunion tenue le 13 juin 2015. Cette résolution rappelle le rôle joué par les Nations unies, les organisations régionales, la CAE (Communauté de l'Afrique de l'Est), la CEEAC, la CIRGL, réaffirme conviction de l'UA d'un dialogue et le consensus et le respect de la Constitution du Burundi comme outils d'une résolution de la crise dans le pays.

Au plan strictement régional, c'est la CIRGL qui est en première ligne. En effet, elle est l'expression d'un effort concerté des pays de la région en vue de la promotion de la paix et de la stabilité dans la région. Elle prend ainsi officiellement naissance le 15 décembre 2006 par la signature à Nairobi du Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs. Ce pacte comprend la déclaration de Dar es Salam, ainsi que quatre programmes d'action⁴⁹ et dix protocoles⁵⁰ et a surtout ouvert la voie à la mise en œuvre et la création du Secrétariat exécutif de la CIRGL à Bujumbura (Burundi), inauguré en mai 2007.

Ainsi depuis sa mise en place, la CIRGL au regard de son programme d'action et de ses protocoles, s'est notamment impliquée dans le programme de lutte contre l'exploitation illégale et le commerce illicite des ressources naturelles, dans le développement des outils visant à améliorer la transparence dans des secteurs comme la certification régionale des ressources régionales et particulièrement dans le suivi des processus électoraux. En effet, l'impératif démocratique devient la norme et l'organisation d'élections libres transparentes s'impose dans la région. Sur le plan économique, la CIRGL a initié des projets en collaboration avec la CEA (communauté économique africaine) et les autres CER (communautés économiques régionales) régionales, notamment un programme régional de sécurité alimentaire. Ce programme a été adopté en 2013. La CIRGL était en 2013 en pourparlers avec les CER de la région et la BAD dans le but de démarrer le processus de préparation des projets d'infrastructure de développement. Sur le plan humanitaire et social, la CIRGL a mis en place un fonds fiduciaire alimenté par les pays membres et les partenaires. Sur la lutte contre les violences sexuelles, un plan d'action à court et moyen terme a été adopté.

Pour clore notre étude, si l'Afrique des Grands Lacs, depuis les indépendances des années 1960, souffre d'une instabilité chronique, ce qui en fait le ventre mou de l'Afrique, c'est

48 Membre de la mission de haut niveau de l'UA qui s'est rendue au Burundi.

49 Paix et sécurité, démocratie et bonne gouvernance, développement économique et intégration régionale et les questions humanitaires et sociales.

50 Celui sur la non agression et la défense mutuelle, sur la démocratie et la bonne gouvernance, sur la prévention et la répression du crime de génocide, sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, sur la zone spécifique de construction et de développement, sur la prévention et la répression des violences sexuelles à l'égard des femmes et des enfants, sur la protection et assistance aux personnes déplacées, sur les droits à la propriété des déplacés et enfin celui sur la gestion de l'information et de la communication.

depuis une vingtaine d'années que des tensions ont pris une tournure plus que dramatique. Le génocide rwandais de 1994 l'atteste à juste titre. Ces tensions sont multidimensionnelles, politiques, économiques ethniques, ce qui rend leur résolution difficile. Les trois États objets de notre étude, la Communauté internationale, les organisations régionales comme la CIRGL ne ménagent pas leurs efforts pour rétablir de manière durable la paix et la sécurité sociale, économique et politique. Ces initiatives s'avèrent être un chemin difficile, les tensions actuelles au Burundi en étant l'illustration. Ce qui fait que cette région est dans une situation de ni paix ni guerre.

Guerre et paix en 2016 et dans les prochaines décennies ?

Daniel Durand
chercheur à l'IDRP, blogueur en RI (51)

Il y a cent ans, à Verdun, 300 000 soldats français et allemands sont morts entre février et décembre 1916. Certes, comme l'a rappelé le président Hollande dans ses vœux aux armées, à Saint-Cyr Coëtquidan, le 14 janvier dernier, « nous sommes aujourd'hui dans une autre époque avec des conflits d'une toute autre configuration ». Pour autant, la réflexion sur la guerre aujourd'hui, celle sur les voies d'une paix durable, mais plus juste, restent plus que jamais d'actualité. Mais elles se posent de manière renouvelée, en ce début d'année 2016.

Le mot « guerre » est omniprésent. La notion de guerre, sa réalité, sa possibilité sont questionnées sous plusieurs angles : on parle de guerre économique, guerre commerciale et aujourd'hui, guerre au terrorisme. « Nous sommes en guerre » dit Manuel Valls, Pour Nicolas Sarkozy, "le monde est entré dans la « troisième guerre mondiale ».

Comme je l'écrivais sur ce blog, le 16 novembre dernier, le mot de « guerre » est à utiliser avec précaution, car il entraîne tout un schéma culturel et politique lourd de conséquences.

Le président Obama dans son dernier discours sur « l'état de l'Union » a « recadré » avec justesse certaines notions : « Des masses de combattants à l'arrière de pick-ups et des esprits torturés complotant dans des appartements ou des garages posent un énorme danger pour les civils et doivent être arrêtés. Mais ils ne représentent pas une menace existentielle pour notre Nation ».

C'est avec lucidité que doivent être prises des mesures concrètes et efficaces contre les agissements terroristes : des mesures policières renforcées mais sans diminuer le contrôle judiciaire. Des mesures inefficaces sur le plan policier, uniquement symboliques voire démagogiques comme la déchéance de nationalité, doivent être écartées. Attention à ne pas affaiblir la démocratie dans des modifications constitutionnelles aventureuses sous prétexte de la défendre ! Attention à ne pas fournir peut-être demain des leviers politiques supplémentaires à des ennemis de la démocratie et de la République, s'ils arrivaient au pouvoir en 2017 ou après !

Le débat nécessaire sur la "guerre aujourd'hui" n'est pas seulement un débat de concept. Des combats et des affrontements armés sont intenses en Afrique, au Moyen-Orient. Leurs caractéristiques sont d'être menés au nom de la démocratie, de la protection des peuples et de la défense de la communauté internationale. Sont-ils de nouvelles formes de guerre ou des opérations de « police internationale » ?

Ne faut-il pas avoir un questionnement sur une forme de retour des politiques interventionnistes ou de force sur la scène internationale ? Mali, Libye, Syrie, ces trois crises font référence à la protection des populations, au maintien ou au rétablissement de la démocratie. Elles ont été toutes trois abordées, à un certain stade, dans le cadre multilatéral du Conseil de sécurité de l'ONU. Malgré cela, se posent à des degrés divers dans les trois situations, le risque d'instrumentalisation du droit international et des résolutions de l'ONU, ou la dissimulation de vieilles démarches de recherche de domination économique ou stratégiques par des grandes puissances....

La non-résolution de plusieurs crises régionales amène à s'interroger sur le risque de reformation d'un terreau favorable à une nouvelle guerre entre états même si la création des Nations unies et de leur Charte, il y a 70 ans, a globalement fait disparaître ces guerres inter-étatiques. La crise ukrainienne, avec le raidissement politique de la Russie et le prosélytisme économique, politique, militaire de l'Union européenne et de l'OTAN n'a-t-elle pas recréé une situation malsaine au cœur de l'Europe ? Au Moyen-Orient, cela ne rend-il pas plus urgent le

51 Article mis en ligne sur <http://culturedepaix.blogspot.fr> – janvier 2016

règlement de la question toujours pendante de l'indépendance de la Palestine et de sa cohabitation pacifique avec l'état d'Israël ?

S'il faut s'interroger sur la « guerre aujourd'hui », il me paraît encore plus impératif de travailler sur des approches originales de la construction des « voies de la paix » en cette année nouvelle. Est-ce que le système multilatéral en vigueur, c'est-à-dire les résolutions du Conseil de sécurité, les opérations de maintien de la paix, sont suffisamment efficaces ? Quelle réforme est nécessaire au sein du système onusien pour donner plus de place aux pays émergents et à la société civile ? Comment réévaluer la place des différents acteurs (états, société civile, institutions internationales) dans la résolution des conflits ?

L'afflux incontrôlé de réfugiés ou de migrants en Europe, fuyant les combats en Syrie, chassés par la famine et la misère en Éthiopie, repose de manière nouvelle les relations économiques et politiques entre les pays développés et de nombreuses régions en Afrique, au Moyen-Orient, dans une perspective de justice mais aussi de construction d'une paix durable. Or, paradoxalement, l'aide publique au développement rebaisse depuis la crise économique de 2008, les nouveaux « objectifs post-millénaire » de l'ONU tardent à se déployer pleinement. Quel que soit le poids de la crise économique, il est impensable de rester dans cette situation.

La tenue de la Conférence de la COP21 à Paris, en décembre, a globalement été analysée comme un succès politique au-delà des objectifs et engagements qui sont restés modestes. Ce succès a reposé sur deux éléments : pour la première fois, un problème de dimension planétaire a été pris en compte unanimement par l'ensemble des 195 États de la Terre ; deuxièmement, l'engagement citoyen sur un problème d'un si haut enjeu politique a été considérable sur le terrain et sur les réseaux de communication modernes.

Ne faut-il pas réfléchir à la manière dont ce type de sillon peut être ouvert également pour obtenir des régulations économiques plus justes pour tous les citoyens dans tous les pays du monde ?

Un point d'appui nouveau est fourni par le développement rapide, sur tous les continents, des nouvelles techniques de communication (télévision, internet, réseaux sociaux) qui favorisent une participation citoyenne active, dans les relations internationales.

Les « voies de la paix » doivent ainsi emprunter des chemins nouveaux. Ils s'ajoutent, sans les remplacer, aux chantiers de la démilitarisation des relations internationales, de la mise en œuvre du nouveau traité sur le commerce des armes, de l'aboutissement urgent d'un traité visant l'élimination des dernières armes de destruction massive, non encore interdites : les armes nucléaires.

L'année 2015 éprouvante que nous venons de vivre appelle à aborder 2016, avec encore plus d'énergie et de créativité, pour prendre en compte les nouvelles problématiques de la guerre et de la paix, sous peine de laisser renaître quelques monstres hideux des entrailles de notre humanité.

SOMMAIRE -----

❑ dossier 1 : Le Moyen-Orient en ébullition ?

◆ Hisham al Hashimi, chercheur irakien

◆ Me Maurice Buttin, Président du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient

◆ Jacques Fath, spécialiste des relations internationales

◆ Patrice Jorland, géographe



❑ L'Afrique des Grands lacs

◆ Pierre-Paul Dka, docteur en Droit public, FSJP, Université de Ngaoundéré, Cameroun



❑ Guerre et paix en 2016 et dans les prochaines décennies ?

◆ Daniel Durand, chercheur à l'IDRP

Nouvelles brèves :

○ le prochain numéro des Cahiers de l'IDRP paraîtra en décembre. Il comportera un dossier sur « Quel bilan de la COP21 » et un second sur « Enjeux du droit international » .

Les Cahiers de l'IDRP - Publication trimestrielle de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix - Analyses, réflexions, recherches, de spécialistes de différentes questions internationales intéressant la sécurité et la paix.

Publication papier, relayée par le site Internet de l'IDRP sur lequel le débat peut s'ouvrir par l'envoi de courriels.

Directeur de publication : Jacques Le Dauphin - C.P.P : en cours

Prix au numéro : 5 € - Abonnement annuel (4 n°) : 16 €

IDRP -Siège de l'ARAC, 2 place du Méridien 94807 VILLEJUIF CEDEX – <http://www.institutidrp.org> -

Contact :06 68 12 82 15